

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 31 août 1986.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1986.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

F. 87 — 75

Arrêté royal n° 486
relatif au fonctionnement et aux moyens de fonctionnement
du Fonds de rénovation industrielle

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris sur la base de l'article 1er, 2°, b) et d) de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Le Fonds de rénovation industrielle (« F.R.I. ») a été créé par l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1984. Par arrêté royal du 4 octobre 1984 une réforme profonde a été apportée au fonctionnement du F.R.I. Le F.R.I. était désormais chargé de trois missions. Une quatrième mission lui a été confiée par arrêté royal du 21 février 1985.

Parallèlement à la nécessité de mettre en œuvre des incitants fiscaux susceptibles de stimuler l'activité et les investissements des entreprises, la Déclaration gouvernementale du 29 novembre 1985 confirme clairement le rôle important que doit jouer le F.R.I. dans la modernisation et la rénovation de l'appareil de production des différentes régions du pays. Cependant, la Déclaration gouvernementale a fait part de l'intention du Gouvernement d'accroître l'efficacité du F.R.I. par une plus grande sélectivité des projets qu'il est destiné à financer.

Dans ce but, tout en restant dans le cadre de la philosophie de la réforme de 1984 mais avec un souci plus prononcé d'alléger le poids des charges découlant des opérations du F.R.I. sur le budget de l'Etat, le Gouvernement a décidé, d'une part, d'accroître le caractère de « revolving fund » du F.R.I. et, d'autre part, de donner priorité à la vocation première du F.R.I. qui est de contribuer à la rénovation industrielle au moyen d'apports de capital à risque pour des projets novateurs. En attribuant au F.R.I. une partie des revenus obtenus au moyen des interventions F.R.I., l'arrêté royal en projet contribuera à un allègement des charges découlant des opérations F.R.I. Ces opérations sont entièrement à charge du budget du Ministère des Affaires économiques.

L'arrêté royal en projet a pour objet la modification de certaines dispositions de la loi de redressement du 31 juillet 1984 (la « loi de redressement ») et de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978, tel que modifié par les arrêtés royaux des 4 octobre 1978 et 21 février 1985 (« l'arrêté royal n° 31 »), afin de mettre en œuvre les objectifs du Gouvernement décrits ci-dessus.

De plus, le projet permet d'alimenter le F.R.I., en ce qui concerne sa troisième mission, au moyen de transferts de crédits budgétaires. Ainsi sera rendue opérationnelle une troisième mission restée, jusqu'à présent, sans application.

Une concertation a eu lieu entre le Gouvernement et les Exécutifs régionaux, qui ont donné leur avis sur l'arrêté en projet.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 augustus 1986.

Art. 4. Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

N. 87 — 75

Koninklijk besluit nr. 486
betreffende de werking en de werkmiddelen
van het Fonds voor industriële vernieuwing

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp dat door de Regering aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd, wordt genomen op basis van artikel 1, 2°, b) en d) van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Het Fonds voor industriële vernieuwing (« F.I.V. ») werd opgericht bij koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978. Bij koninklijk besluit van 4 oktober 1984 werd een grondige hervorming doorgevoerd van de werking van het F.I.V. Sindsdien kende het F.I.V. drie opdrachten. Het F.I.V. werd een vierde opdracht toevertrouwd bij koninklijk besluit van 21 februari 1985.

Naast de noodzaak om door middel van fiscale stimuli de activiteit en investeringen van de ondernemingen aan te moedigen, bevestigt de Regeringsverklaring van 29 november 1985 ondubbelzinnig de belangrijke rol die het F.I.V. moet spelen in de modernisering en vernieuwing van het productieapparaat van de onderscheiden gewesten van het land. De Regeringsverklaring heeft evenwel het voornemen van de Regering onderstreept om de efficiëntie van het F.I.V. te verhogen door een grotere selectiviteit van de projecten betreft die het F.I.V. zal financieren.

Met dit doel voor ogen heeft de Regering beslist, zonder de filosofie van de hervorming van 1984 te verlaten, doch met een grotere aandacht voor het verlichten van de lasten die voor de nationale begroting voortvloeien uit de werking van het F.I.V., enerzijds het « revolving fund » karakter van het F.I.V. te verstevigen en, anderzijds, de voorrang te geven aan de eerste roeping van het F.I.V., met name, bijdragen tot de industriële vernieuwing door middel van inbrengen van risicodragend kapitaal in vernieuwende projecten. Door aan het F.I.V. een gedeelte van de opbrengsten toe te kennen van de F.I.V.-tegemoetkomingen draagt het ontwerp van besluit bij tot een verlichting van de lasten die voortvloeien uit de werking van het F.I.V. Deze lasten worden volledig gedragen door de begroting van het Ministerie van Economische Zaken.

Het ontwerp van koninklijk besluit heeft tot voorwerp de wijziging van zekere bepalingen van de herstelwet van 31 juli 1984 (de « herstelwet ») en van koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 oktober 1984 en 21 februari 1985 (« koninklijk besluit nr. 31 ») ten einde de hoger beschreven doelstellingen van de Regering te verwezenlijken.

Het ontwerp creëert bovendien de mogelijkheid het F.I.V. te stijven, wat zijn derde opdracht betreft, door overschrijving van begrotingskredieten. Aldus kan de derde opdracht, die tot op heden zonder toepassing is gebleven, operationeel worden gemaakt.

De Regering heeft overleg gepleegd met de Gewestexecutieven, die hun advies hebben gegeven bij het ontwerp van besluit.

Le Gouvernement proposera prochainement les mesures fiscales annoncées par la Déclaration gouvernementale, en particulier le remplacement d'une partie des moyens prévus pour la quatrième mission du F.R.I. par des incitants fiscaux.

Commentaire des articles

Article 1er

Le Gouvernement estime que l'action du F.R.I. devra être plus sélective à l'avenir. C'est dans ce souci de sélectivité qu'est supprimé le littéra *d*) de l'article 50, 5^o, de la loi de redressement qui permettait d'affecter des moyens F.R.I. à des projets ne présentant pas un caractère novateur et qu'est ajoutée l'exigence que les investissements portent sur des immobilisations à l'état neuf.

Article 2

L'effort propre de la société publique d'investissement a toujours été une des caractéristiques de base du F.R.I. Comme le soulignait déjà le rapport précédant l'arrêté royal du 4 octobre 1984, cet effort propre garantit une analyse profonde du dossier par le demandeur de l'intervention F.R.I. puisqu'une partie de ses moyens propres est soumise aux risques du projet à financer.

Le Gouvernement souhaite accroître cette garantie en prévoyant que 33 % des moyens autres que les moyens F.R.I. doit provenir des moyens propres de la société publique d'investissement. En d'autres mots, la société publique d'investissement ne pourra plus agir exclusivement en exécution de sa « troisième fonction », c.à.d. en mission déléguée : 33 % au moins de son intervention devront être fournis au moyen de fonds qui ne sont pas repris dans la comptabilité distincte prévue à l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1982 constituant une Société nationale d'investissement et des Sociétés régionales d'investissement.

Toutefois, le Comité ministériel de coordination économique et sociale peut, dans les limites éventuelles déterminées par lui, déroger à la règle de l'apport minimal à charge des moyens propres si le montants impliqués sont à ce point importants qu'ils risquent de déséquilibrer la répartition des risques d'investissement exposés par la société publique d'investissement. La dérogation peut être demandée dès que le minimum représente un montant excédant 5 % des capitaux propres de la société publique d'investissement. Le seuil des 5 % correspond à la pratique actuelle des sociétés publiques d'investissement en matière de répartition de leurs risques d'investissement.

L'expression « capitaux propres » a la signification que lui donne le droit comptable : il s'agit du capital social, augmenté des primes d'émission, des plus-values de réévaluation, des réserves, des bénéfices reportés éventuels et des subsides en capital et diminué des pertes reportées éventuelles. Par contre, l'expression « moyens propres » fait référence à tout moyen comptabilisé, par opposition aux moyens mis à disposition par l'autorité publique en vue de l'exécution d'une mission déléguée. La notion de « moyens propres » pourrait donc comprendre des moyens empruntés par la société publique d'investissement.

La règle de l'apport minimum à charge des moyens propres est, pour ce qui concerne la première mission du F.R.I., introduite dans l'article 54, § 3, de la loi de redressement et dans l'article 7, § 5, nouveau de l'arrêté royal n° 31.

Le même principe par lequel (le minimum est porté à 50 %) est rendu applicable aux projets introduits dans le cadre de la deuxième mission du F.R.I. (article 8, § 6, nouveau de l'arrêté royal n° 31), sauf dans le cas de projets novateurs visés à l'article 8, § 7, de l'arrêté royal n° 31, tel qu'établi par l'arrêté en projet.

Les tableaux en annexe reprennent les différents pourcentages qui sont applicables aux différents apports dans les projets F.R.I.

Article 3

Afin de renforcer le caractère « revolving fund » du F.R.I., les actions représentant l'apport F.R.I. bénéficieront d'un dividende privilégié, comme c'est déjà prévu par l'article 50, § 3, 2^o, de la loi de redressement pour les actions sans droit de vote. Il convient de rappeler que l'apport F.R.I., défini à l'article 50, 7^o, de la loi de redressement, constitue l'apport de la société publique d'investissement dans le capital de la société de reconversion en vertu du contrat de reconversion; cet apport est constitué par l'intervention F.R.I. et par le tiers qui est apporté avec des moyens autres que des moyens F.R.I., en contrepartie de l'intervention F.R.I.

De Regering zal eerlang voorstellen doen met betrekking tot de fiscale maatregelen aangekondigd in de Regeringsverklaring, inzonderheid wat de vervanging door fiscale stimuli betreft van een gedeelte van de middelen bestemd voor de vierde opdracht van het F.I.V.

Artikelsgewijs commentaar

Artikel 1

De Regering is van oordeel dat de toekomstige interventies van het F.I.V. meer selectief moeten zijn. Met deze bedoeling wordt littera *d*) geschrapt uit artikel 50, 5^o, van de herstellwet, daar hij de aanwending van F.I.V.-middelen mogelijk maakte voor projecten die niet vernieuwend zijn, en wordt de vereiste ingevoegd dat de investeringen betrekking hebben op vaste activa in nieuwe staat.

Artikel 2

De eigen inspanning vanwege de openbare investeringsmaatschappij is steeds één van de hoofdkenmerken geweest van het F.I.V. Zoals reeds werd beklemtoond in het verslag bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1984 waarborgt deze eigen inspanning een grondige analyse van het dossier door de aanvrager van de F.I.V.-tegenmoetkoming daar een gedeelte van zijn eigen middelen mee de risico's ondergaat van het te financieren project.

De Regering wenst deze waarborg te versterken door te bepalen dat 33 % van de middelen andere dan F.I.V.-middelen moet voortkomen uit de eigen middelen van de openbare investeringsmaatschappij. Met andere woorden, de openbare investeringsmaatschappij zal niet kunnen optreden uitsluitend in uitvoering van haar zgn. derde functie, d.w.z., in opdracht : ten minste 33 % van haar deelneming zal moeten worden gefinancierd lastens middelen die niet zijn opgenomen in de bijzondere rekeningen bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1982 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen.

Het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie kan evenwel, binnen de door hem gestelde grenzen, een afwijking toestaan van de regel van de minimum inbreng lastens eigen middelen indien de betrokken bedragen dermate groot zijn dat de evenwichtige spreiding van de investeringsrisico's van de openbare investeringsmaatschappij in gevaar zou kunnen worden gebracht. De afwijking kan worden aangevraagd van zodra het minimum een bedrag vertegenwoordigt dat meer bedraagt dan 5 % van het eigen vermogen van de openbare investeringsmaatschappij. De drempel van 5 % stemt overeen met de huidige praktijk van de openbare investeringsmaatschappijen wat de spreiding van hun investeringsrisico's betreft.

De uitdrukking « eigen vermogen » heeft de betekenis die zij heeft in het boekhoudrecht : het betreft het maatschappelijk kapitaal, vermeerderd met de uitgiftepremies, de herwaarderingsmeerwaarden, de reserves, de eventuele overgedragen winst en de kapitaalsubsidies, verminderd met het eventueel overgedragen verlies. Het begrip « eigen middelen » daarentegen doelt op alle middelen die in de jaarrekeningen worden opgenomen, in tegenstelling tot de middelen die terbeschikking worden gesteld door de overheid met het oog op de uitvoering van een opdracht. Het begrip « eigen middelen » omvat dus middelen die door de openbare investeringsmaatschappij werden geleend.

Wat de eerste opdracht van het F.I.V. betreft, wordt de regel van de minimum-inbreng lastens eigen middelen opgenomen in artikel 54, § 3, van de herstellwet en in het nieuwe artikel 7, § 5, van koninklijk besluit nr. 31.

Hetzelfde principe (waarbij het minimum evenwel op 50 % wordt gebracht) wordt van toepassing gemaakt op de projecten die in het kader van de tweede opdracht van het F.I.V. worden ingediend (nieuw artikel 8, § 6, van koninklijk besluit nr. 31), uitgezonderd wat de projecten betreft met vernieuwend karakter bedoeld in artikel 8, § 7, van koninklijk besluit nr. 31, zoals vastgesteld door het ontwerp.

De tabellen in bijlage geven een overzicht van de percentages die van toepassing zijn op de verschillende inbrengen in de F.I.V.-projecten.

Artikel 3

Ten einde het « revolving fund » karakter van het F.I.V. te versterken zullen de aandelen die de F.I.V.-inbreng vertegenwoordigen genieten van een bevoorrecht dividend, zoals nu reeds het geval is voor de aandelen zonder stemrecht krachtens artikel 50, § 3, 2^o, van de herstellwet. Er weze aan herinnerd dat het begrip « F.I.V.-inbreng », zoals gedefinieerd in artikel 50, 7^o, van de herstellwet slaat op de inbreng die de openbare investeringsmaatschappij doet in het kapitaal van de reconversievennootschap krachtens het reconversiecontract; deze inbreng bestaat uit de F.I.V.-tegenmoetkoming en uit het derde dat met andere middelen dan F.I.V.-middelen wordt ingebracht ter aanvulling van de F.I.V.-tegenmoetkoming.

Pour chaque exercice au cours duquel un bénéfice net disponible est réalisé, c'est-à-dire un bénéfice susceptible de distribution, que ce bénéfice soit distribué ou réservé, les actions donnent droit à un dividende privilégié de 2 % de leur prix d'émission. Le bénéfice net disponible est constitué par le bénéfice de l'exercice à affecter diminué des pertes reportées des exercices précédents et de la dotation à la réserve légale. Le dividende privilégié est payé avant tout dividende attaché à tout titre ou action. Le montant global des dividendes privilégiés ne peut être supérieur au bénéfice susceptible de distribution. Le dividende privilégié n'est pas cumulatif : à défaut de réalisation d'un bénéfice ou en cas de réalisation d'un bénéfice insuffisant au cours d'un exercice, il n'y a pas de rattrapage au cours des exercices ultérieurs.

Article 4

L'arrêté en projet maintient les dispositions de l'article 50, 5^e, tel qu'en vigueur actuellement, pour ce qui concerne les sociétés de reconversion dites fiscales.

Article 6

Le rapport précédant l'arrêté royal du 4 octobre 1984 précisait déjà que la notion de « politique régionale de reconversion ou de développement » doit être comprise dans le sens le plus large, incluant notamment les activités de recherche et de développement. Ce dernier point est maintenant confirmé dans le dispositif même de l'arrêté royal n° 31.

Article 7

L'insertion d'un § 6 dans l'article 4 de l'arrêté royal n° 31 vise à renforcer la régularité budgétaire des opérations F.R.I. Il s'agit de s'assurer que l'exercice des droits de tirage par les sociétés publiques d'investissement s'opère dans les limites des crédits budgétaires et dans le respect des volumes d'intervention attribués aux sous-comptes ou réserves, conformément à l'article 6, § 8, nouveau de l'arrêté royal n° 31, à une société publique d'investissement.

Article 8

A partir de l'année budgétaire 1987, le F.R.I., sauf en ce qui concerne sa troisième mission, devra être « self-supporting ». Cette exception doit permettre de réaliser l'accord avec les Exécutifs régionaux (accord dit « de la Sainte-Catherine »), notamment de transférer au F.R.I., troisième mission, des crédits inscrits pour des subventions à l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A. — article 41.01 du budget du Ministère des Affaires économiques) ou pour des actions et programmes d'innovation dans les technologies de pointe (article 01.06 du budget des Services du Premier Ministre).

Article 9

Désormais, le F.R.I., troisième mission, sera alimenté, d'une part, par le transfert du « supersolde », et, d'autre part, par le transfert de crédits budgétaires en provenance d'autres articles du budget du Ministère des Affaires économiques, du budget d'autres Ministères ou de celui des Services du Premier Ministre. Le § 3 règle la répartition entre les sous-comptes régionaux des moyens ainsi attribués. Le « supersolde » sera attribué au sous-compte de la région à l'origine du « supersolde »; les autres crédits budgétaires seront attribués en application de la clef de répartition régionale prévue au § 6.

Le nouveau texte du § 4 de l'article 6 de l'arrêté royal n° 31 ne laisse subsister aucun doute sur le fait que ce sont seulement les intérêts de retard qui font exception à la règle que les fonds remboursés au F.R.I. sont attribués au sous-compte sur lequel l'intervention F.R.I. avait été imputée.

Le nouveau texte du § 7 renforce le caractère prioritaire de la première mission du F.R.I. en prévoyant que des moyens peuvent être transférés d'un sous-compte régional du deuxième compte principal au sous-compte régional du premier compte principal.

Le § 8 nouveau porte que 25 % des moyens nouveaux attribués aux sous-comptes des premiers et deuxièmes comptes principaux sont réservés à la Société nationale d'investissement (« S.N.I. »). Afin de corriger un certain déséquilibre au désavantage des Sociétés publiques d'investissement régionales, l'article 13 de l'arrêté en projet prévoit que la S.N.I. ne peut avoir accès au F.R.I. avant le 1^{er} janvier 1988. La règle établissant que 25 % des moyens sont réservés à la S.N.I. sera donc appliquée à partir du 1^{er} janvier 1988. Un pourcentage de 25 % des soldes disponibles à ce moment dans chaque sous-compte sera réservé à la S.N.I. La règle du partage 25 %/75 % sera ensuite appliquée aux nouvelles autorisations d'engagements qui seront attribuées à partir de l'année budgétaire 1988 conformément au § 5 de l'article 6 de l'arrêté royal n° 31. En d'autres mots, la règle des 25 % ne s'appliquera pas aux moyens qui seraient attribués à un sous-compte à la suite d'un transfert (article 6, § 7, nouveau de

Voor elk boekjaar tijdens welk beschikbare nettowinst wordt behaald, d.w.z., nettowinst die kan worden uitgekeerd, ongeacht of deze winst wordt uitgekeerd dan wel gereserveerd, geven de aandelen recht op een bevoorrecht dividend van 2 % van hun uitgifteprijs. De beschikbare nettowinst is de te bestemmen winst van het boekjaar verminderd met de overgedragen verliezen van de voorgaande boekjaren en met de dotatie aan het wettelijk reservefonds. Het bevoorrecht dividend wordt betaald voor elk ander dividendgerechtigd aandeel of effect. Het globaal bedrag van de bevoorrechte dividenden kan niet meer bedragen dan de uitkeerbare winst. Het bevoorrecht dividend is niet cumulatief; indien in een boekjaar geen, of geen voldoende winst wordt behaald is er geen inhaalbeweging gedurende de volgende boekjaren.

Artikel 4

Het ontwerp van besluit handhaaft de huidige tekst van artikel 50, 5^e, voor wat de zgn. fiscale reconversievennootschappen betreft.

Artikel 6

Reeds het verslag bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1984 precizeerde dat het begrip « gewestelijk reconversie- of ontwikkelingsbeleid » op de meest ruime wijze moet worden geïnterpreteerd, met inbegrip van activiteiten voor onderzoek onderzoek en ontwikkeling. Dit laatste wordt bevestigd door het op te nemen in het beschikkend gedeelte van koninklijk besluit nr. 31.

Artikel 7

De invoeging van § 6 in artikel 4 van koninklijk besluit nr. 31 beoogt de budgettaire regelmatigheid van de F.I.V.-verrichtingen te versterken. De bedoeling is te verzekeren dat de uitoefening van de trekingsrechten door de openbare investeringsmaatschappijen geschiedt binnen de limieten van de begrotingsmiddelen en de verbodiging van de interventievolumes toegekend aan de deelrekeningen of voorbehouden aan een openbare investeringsmaatschappij overeenkomstig het nieuwe artikel 6, § 8, van koninklijk besluit nr. 31.

Artikel 8

Vanaf begrotingsjaar 1987 moet het F.I.V., met uitzondering van wat zijn derde opdracht betreft, « self-supporting » zijn. De bedoelde uitzondering moet het mogelijk maken het zgn. Sint-Katherinaakkoord met de Gewestexecutieven uit te voeren, met name kredieten ingeschreven voor subsidie aan het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw (I.W.O.N.L. — artikel 41.01 van de begroting van het Ministerie van Economische Zaken) of voor acties en programma's voor vernieuwing van de spijstechnologieën (artikel 01.06 van de begroting van de Diensten van de Eerste Minister) over te schrijven naar het F.I.V., derde opdracht.

Artikel 9

Voortaan wordt het F.I.V., wat de derde opdracht aangaat, gestijfd, eensdeels, door het « supersaldo », anderdeels, door overschrijving van begrotingskredieten van andere artikelen van de begroting van het Ministerie van Economische Zaken, van de begroting van andere Ministeries of van de Diensten van het Eerste Minister. § 3 regelt de verdeling over de gewestelijke deelrekeningen van de aldus toegekende middelen. Het « supersaldo » wordt toegekend aan de deelrekening van het gewest waar het is ontstaan; de andere begrotingskredieten worden verdeeld met toepassing van de regionale verdeelsleutel bedoeld in § 6.

De nieuwe tekst van § 4 van artikel 6 van koninklijk besluit nr. 31 laat er geen twijfel over bestaan dat enkel de verwijlijnteresten uitgesloten zijn van de regel dat middelen die worden teruggestort aan het F.I.V. geboekt worden op de deelrekening lastens welke de F.I.V.-tegenwoordiging was aangerekend geworden.

Het prioritair karakter van de eerste opdracht van het F.I.V. wordt versterkt door de bepaling in de nieuwe tekst van § 7 dat middelen kunnen worden overgeschreven van de deelrekening van een Gewest in de tweede hoofdrekening naar de deelrekening van dat Gewest in de eerste hoofdrekening.

De nieuwe § 8 bepaalt dat 25 % van de nieuwe middelen toegekend aan de deelrekeningen in de eerste en de tweede hoofdrekening wordt voorbehouden aan de Nationale Investeringsmaatschappij (« N.I.M. »). Opdat een zeker onevenwicht ten nadele van de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen zou kunnen worden gecorrigeerd, ontzegt artikel 13 van het ontwerp van besluit de N.I.M. elke toegang tot het F.I.V. tot 1 januari 1988. De regel dat 25 % van de middelen worden voorbehouden aan de N.I.M. wordt toegepast vanaf 1 januari 1988. Van het in elke deelrekening op die datum beschikbare saldo zal 25 % worden voorbehouden aan de N.I.M. De regel van de 25 %/75 % verdeling wordt daarna verder toegepast op de nieuwe vastleggingsmachtigheden die met ingang van begrotingsjaar 1988 zouden worden toegekend overeenkomstig § 5 van artikel 6 van koninklijk besluit nr. 31. Met andere woorden, de regel van de 25 % zal geen toepassing vinden op de middelen die op een

l'arrêté royal n° 31) ou d'un paiement au F.R.I. de revenus (article 9, § 3 et 4, nouveau de l'arrêté royal n° 31). Ces derniers moyens restent réservés à la société publique d'investissement qui a demandé le transfert ou par laquelle transitent les revenus.

Enfin, le § 9 nouveau reprend le texte de l'actuel article 8, § 1, de l'arrêté royal n° 31.

Article 10

Cet article remplace les articles 7 à 11 de l'arrêté royal n° 31.

Article 7 nouveau de l'arrêté royal n° 31

Cet article regroupe les dispositions qui sont exclusivement applicables aux interventions F.R.I. octroyées en exécution de la première mission du F.R.I.

Parmi les nouveautés introduites par l'arrêté en projet figure, au § 2, l'avis à donner, selon le cas, par l'Exécutif de la Région concernée (ou son délégué) ou le Ministre des Affaires économiques (ou son délégué). Cet avis portera sur le caractère novateur du projet et sur le respect des règles du droit communautaire en matière d'aides publiques aux entreprises. Le caractère novateur du projet sera apprécié par rapport aux activités que les actionnaires privés exercent déjà en Belgique. Le Comité de gestion devra rejeter la demande d'intervention F.R.I. au cas où l'avis ci-dessus serait négatif.

Comme c'était déjà le cas sous l'empire de la réforme introduite par l'arrêté royal du 4 octobre 1984, le Comité de gestion ne juge pas de l'opportunité du projet de reconversion.

Le § 5 a été commenté sous l'article 2.

Article 8 nouveau de l'arrêté royal n° 31

Cet article regroupe les dispositions qui sont exclusivement applicables aux interventions F.R.I. octroyées en exécution de la deuxième mission du F.R.I.

Le Gouvernement est conscient du fait que certains projets peuvent avoir un caractère stratégique pour une Région, bien qu'ils ne soient pas entièrement novateurs ou qu'il soit en fait impossible de les réaliser dans le cadre d'une société nouvelle, et sont dès lors exclus de l'application de la première mission du F.R.I. Dans la mesure où la totalité du financement de ces projets pourrait difficilement être réunie sur le marché traditionnel des capitaux, privés ou publics, le F.R.I. pourrait contribuer à leur réalisation. Cependant, en vertu du § 4, cette intervention sera limitée à 25 % des besoins financiers des projets concernés, ce qui permettra d'assurer une plus grande diversité des projets. En outre, en vertu du § 6, au moins la moitié du tiers qui est apportée avec des moyens autres que des moyens F.R.I. (et qui constitue la contrepartie de l'intervention F.R.I.), devra être financée par les sociétés publiques d'investissement à charge de leurs moyens propres. En d'autres mots, 25 % du montant total des besoins financiers d'un projet pourront être financés au moyen de l'intervention F.R.I. De son côté, la société publique d'investissement interviendra pour un montant additionnel de 12,5 % dont 6,25 % au moins devront provenir de ses moyens propres. Le solde de 62,5 % pourra être financé par la société publique d'investissement, agissant dans le cadre de sa première, deuxième ou troisième fonction, ou par les partenaires privés de la société publique d'investissement qui participeraient au projet.

Par ailleurs, le Gouvernement souhaite néanmoins encourager des projets novateurs à exécuter en dehors du cadre d'un contrat de reconversion et donc exclus de l'application de la première mission du F.R.I. Le § 7 prévoit que ces projets novateurs pourront accéder au F.R.I. dans une proportion similaire à celle qui est applicable aux sociétés de reconversion et que la participation de la société publique d'investissement sur ses moyens propres pourra se limiter à 33 % du tiers qui est apporté avec des moyens autres que des moyens F.R.I. Autrement dit, le maximum de l'intervention F.R.I. est porté de 25 % à 33 % (soit environ le maximum applicable en première mission en vertu de l'article 54 de la loi de redressement) et le minimum de 50 % pour les moyens propres est réduit à 33 % (le minimum applicable en première mission en vertu de l'article 7, § 5, de l'arrêté royal n° 31, tel qu'établi par l'arrêté en projet). Comme de tels projets sont réalisés en dehors du cadre d'un contrat de reconversion, ils ne peuvent pas bénéficier du régime fiscal prévu à l'article 58 de la loi de redressement.

deelrekening zouden worden geboekt ten gevolge van een overschrijving (nieuw artikel 8, § 7, van koninklijk besluit nr. 31) of van een betaling van opbrengsten aan het F.I.V. (nieuw artikel 9, § 3 en 4, van koninklijk besluit nr. 31). Laatstgenoemde middelen blijven voorbehouden aan de openbare investeringsmaatschappij die de overschrijving heeft aangevraagd of de opbrengsten heeft doorbetaald.

Tenslotte herneemt de nieuwe § 9 de tekst van het huidige artikel 8, § 1, van koninklijk besluit nr. 31.

Artikel 10

Dit artikel vervangt de artikelen 7 tot 11 van koninklijk besluit nr. 31.

Nieuw artikel 7 van koninklijk besluit nr. 31

Dit artikel bevat de bepalingen die uitsluitend van toepassing zijn op de F.I.V.-tegenmoetkomingen toegekend in uitvoering van de eerste opdracht van het F.I.V.

Een van de nieuwigheden ingevoerd door het ontwerp van besluit betreft, in § 2, het advies dat, naargelang het geval, moet worden gegeven door de betrokken Gewestsexecutieve (of zijn afgevaardigde) of door de Minister van Economische Zaken (of zijn afgevaardigde). Het advies zal betrekking hebben op het vernieuwend karakter van het project en op de eerbiediging van de Gemeenschapsrechtelijke regelen betreffende de overheids hulp aan de ondernemingen. Het vernieuwend karakter van het project zal worden beoordeeld aan de hand van de activiteiten die de privé-aandeelhouders reeds uitoefenen in België. Het Bestuurscomité verwerpt elke aanvraag van F.I.V.-tegenmoetkoming indien het advies negatief is.

Zoals reeds het geval was na de hervorming doorgevoerd door het koninklijk besluit van 4 oktober 1984 oordeelt het Bestuurscomité niet over de opportuniteit van het reconversieproject.

Paragraaf 5 werd reeds besproken in het commentaar bij artikel 2.

Nieuw artikel 8 van koninklijk besluit nr. 31

Dit artikel bevat de bepalingen die uitsluitend van toepassing zijn op de F.I.V.-tegenmoetkomingen toegekend in uitvoering van de tweede opdracht van het F.I.V.

De Regering is er zich van bewust dat zekere projecten een strategisch karakter kunnen hebben voor een bepaald Gewest, ofschoon zij niet helemaal vernieuwend zijn of niet te realiseren zijn in het kader van een nieuwe vennootschap en derhalve uitgesloten zijn van de eerste opdracht van het F.I.V. In de mate waarin het moeilijk zou zijn deze projecten volledig te financieren door een beroep op de traditionele kapitaalmarkt, privé of openbaar, zou het F.I.V. kunnen bijdragen tot hun verwezenlijking. Paragraaf 4 bepaalt evenwel dat dergelijke F.I.V.-tegenmoetkoming zal beperkt zijn tot 25 % van de middelen nodig om het project te financieren. Op deze manier wordt een grotere verscheidenheid in de projecten verzekerd. Bovendien moet krachtens § 6 ten minste de helft van het derde dat met andere dan F.I.V.-middelen wordt ingebracht (en dat de F.I.V.-tegenmoetkoming aanvult) worden gefinancierd door de openbare investeringsmaatschappijen lastens hun eigen middelen. Met andere woorden, 25 % van de totale financiële behoeften van een project zullen kunnen worden gefinancierd door middel van de F.I.V.-tegenmoetkoming. De openbare investeringsmaatschappij neemt deel voor een bijkomend bedrag van 12,5 %, waarbij ten minste 6,25 % moet worden geput uit eigen middelen. Het saldo van 62,5 % zal kunnen worden gefinancierd door de openbare investeringsmaatschappij, optredend in het kader van haar eerste, tweede of derde functie, of door de privé-partners van de openbare investeringsmaatschappij die aan het project zouden deelnemen.

De Regering wenst eveneens projecten aan te moedigen die buiten het kader van een reconversiecontract zullen worden gerealiseerd (en dus uitgesloten zijn van de eerste opdracht van het F.I.V.), doch een vernieuwend karakter hebben. Paragraaf 7 bepaalt dat deze vernieuwende projecten een beroep kunnen doen op het F.I.V. in vergelijkbare mate als het geval is voor de reconversievennootschappen en dat de deelneming van de openbare investeringsmaatschappij lastens eigen middelen mag beperkt zijn tot 33 % van het derde dat met andere middelen dan F.I.V.-middelen wordt ingebracht. Dit betekent dat het maximum van de F.I.V.-tegenmoetkoming wordt gebracht van 25 % op 33 % (hetgeen ongeveer het maximum is dat toepasselijk is in de eerste opdracht van het F.I.V. krachtens artikel 54 van de herstellwet) en dat het minimum van 50 % voor de eigen middelen wordt vermindert tot 33 % (het minimum dat toepasselijk is in de eerste opdracht krachtens artikel 7, § 5, van koninklijk besluit nr. 31, zoals vastgesteld door het ontwerp van besluit). Aangezien dergelijke projecten buiten het kader van een reconversiecontract zullen worden gerealiseerd kunnen zij niet genieten van het fiscaal regime bepaald in artikel 58 van de herstellwet.

Les emprunts obligataires souscrits par les sociétés publiques d'investissement seront assortis d'une clause de subordination, revêtant ainsi le caractère de quasi-capital à risque conformément à la vocation du F.R.I. Les actifs de l'entreprise ne seront donc, ni directement, ni indirectement, mis en garantie en contrepartie de l'intervention F.R.I., ce qui laisse intacte la capacité d'accès au crédit de l'entreprise. La clause de subordination sera insérée dans la convention entre la société publique d'investissement et les bénéficiaires de l'intervention F.R.I.

Article 9 nouveau de l'arrêté royal n° 31

Cet article regroupe les dispositions communes aux interventions F.R.I. octroyées en exécution des première ou deuxième missions du F.R.I.

Sous le régime de l'arrêté royal du 4 octobre 1984, les sociétés publiques d'investissement n'étaient pas tenues de verser au F.R.I. les revenus des interventions F.R.I. (c'est-à-dire, les dividendes, intérêts et plus-values). Or, le renforcement du caractère « revolving » du F.R.I. est l'un des objectifs fondamentaux de la réforme proposée. Comme il paraît toutefois opportun de prévoir un incitatif pour les sociétés publiques d'investissement à faire appel au F.R.I., l'arrêté en projet prévoit que les sociétés publiques d'investissement conservent une partie des revenus encaissés et versent la moitié de ceux-ci au F.R.I. (article 9, § 4, in fine, nouveau de l'arrêté royal n° 31).

Lorsqu'il s'agit d'une intervention F.R.I. octroyée pour un projet de reconversion, la société publique d'investissement éteint sa dette envers le F.R.I. en lui payant les montants visés au § 4, alinéa 1^{er}. Les montants sont versés au F.R.I. au fur et à mesure de leur encaissement. Ils sont toutefois diminués d'un prélèvement de 1 % au profit de la société publique d'investissement, calculé sur la base du montant qui reste à payer pour éteindre l'obligation de remboursement, à savoir le prix d'achat des actions restant encore à payer par les actionnaires privés en vertu du contrat de reconversion. De plus, pour la raison indiquée ci-dessus, la société publique d'investissement a le droit de prélever la moitié des revenus des actions représentant l'intervention F.R.I.

Lorsqu'il s'agit d'une intervention F.R.I. octroyée en exécution de la deuxième mission du F.R.I., un système similaire est adopté. Tant que la société publique d'investissement reste détentrice d'actions ou d'obligations représentant l'intervention F.R.I., elle verse au F.R.I. les revenus encaissés produits par ces actions ou obligations, tels que les dividendes et intérêts, diminués des prélèvements auxquels la société publique d'investissement a droit. En cas de cession contre espèces ou de remboursement d'une partie des actions ou obligations, la société publique d'investissement verse au F.R.I. les montants nets qu'elle a encaissés (moins, bien entendu, les prélèvements applicables) et diminue ainsi son obligation de remboursement de l'intervention F.R.I. Celle-ci s'éteint totalement en cas de cession contre espèces de la totalité des actions ou obligations concernées. La société publique d'investissement peut toutefois décider de conserver les actions acquises au moyen de l'intervention F.R.I. et d'éteindre son obligation de remboursement envers le F.R.I. en lui payant la valeur comptable des actions. Par valeur comptable, il y a lieu d'entendre le montant obtenu en divisant la valeur de l'actif net de la société concernée par le nombre total des actions représentatives de son capital; cet actif net et le nombre des actions se calculent sur la base du dernier bilan ou état comptable. Si ce paiement est effectué pendant les cinq premières années, il ne peut s'effectuer en dessous du prix de souscription; après cinq années il peut être admis que le projet a atteint son seuil de rentabilité normal.

Les dispositions nouvelles ainsi introduites dans l'arrêté royal n° 31 augmenteront sensiblement le caractère de « revolving fund » du F.R.I. et la diversification de l'initiative économique publique.

Articles 10 et 11 nouveaux de l'arrêté royal n° 31

Les textes des anciens articles 7bis, 11 et 11bis sont regroupés et légèrement modifiés, repris par les nouveaux articles 10 et 11 de l'arrêté royal n° 31.

Article 13

Pour les raisons évoquées sous le commentaire de l'article 9 de l'arrêté en projet, la S.N.I. ne peut faire appel au F.R.I. jusqu'au 1^{er} janvier 1988.

De obligatieleningen waarop de openbare investeringsmaatschappijen inschrijven, zullen achtergesteld zijn. Hierdoor verkrijgen de obligatieleningen een karakter van risicodragend quasi-kapitaal, conform de roeping van het F.I.V. De activa van de onderneming zullen aldus, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks, als waarborg dienen voor de F.I.V.-tegemotkoming, hetgeen de kredietwaardigheid van de onderneming intact laat. De subordinatieclausule zal worden opgenomen in de overeenkomsten tussen de openbare investeringsmaatschappij en de beneficianten van de F.I.V.-tegemotkoming.

Nieuw artikel 9 van koninklijk besluit nr. 31

Dit artikel bevat de bepalingen die van toepassing zijn op de F.I.V.-tegemotkomingen toegekend in uitvoering van de eerste of de tweede opdracht van het F.I.V.

Onder het regime van het koninklijk besluit van 4 oktober 1984 waren de openbare investeringsmaatschappijen niet gehouden tot het betalen aan het F.I.V. van de opbrengsten van de F.I.V.-tegemotkomingen (met name, de dividenden, interesten en meerwaarden). De versterking van het « revolving » karakter van het F.I.V. is evenwel één van de fundamentele doelstellingen van de voorgestelde hervorming. Het lijkt echter aangewezen in een zekere stimulus te voorzien voor de openbare investeringsmaatschappijen om op het F.I.V. beroep te doen. Het ontwerp van besluit bepaalt dat de openbare investeringsmaatschappijen een gedeelte van de opbrengsten mogen behouden en de helft ervan aan het F.I.V. doorbetalen (nieuw artikel 9, § 4, van koninklijk besluit nr. 31).

Wanneer het een F.I.V.-tegemotkoming betreft die voor een reconversieproject werd toegekend, delgt de openbare investeringsmaatschappij haar schuld tegenover het F.I.V. door betaling aan het F.I.V. van de in § 4, eerste lid, opgesomde bedragen. De betrokken bedragen worden aan het F.I.V. gestort naar verloop van hun inning. Zij worden evenwel verminderd met een voorafname van 1 % ten voordele van de openbare investeringsmaatschappij, te berekenen op het bedrag dat nog te betalen is opdat de schuld zou gedeeltelijk zijn, nl. de prijs van de aandelen die nog te betalen is door de privé-aandeelhouders krachtens het reconversiecontract. Bovendien heeft de openbare investeringsmaatschappij omwille van de hoger aangehaalde reden het recht de helft van de opbrengsten van de aandelen die de F.I.V.-tegemotkoming vertegenwoordigen vooraf te nemen.

Voor de F.I.V.-tegemotkoming toegekend in uitvoering van de tweede opdracht werd een soortgelijk systeem uitgewerkt. Zolang de openbare investeringsmaatschappij houdster is van de aandelen of obligaties die de F.I.V.-tegemotkoming vertegenwoordigen betaalt zij aan het F.I.V. alle door haar ontvangen opbrengsten van deze aandelen of obligaties, zoals de dividenden en de interesten, verminderd met de voorafnemingen waarop de openbare investeringsmaatschappij recht heeft. In geval van overdracht tegen betaling van speciën of in geval van terugbetaling van een gedeelte van de aandelen of obligaties, betaalt de openbare investeringsmaatschappij aan het F.I.V. de netto-bedragen die zij heeft geïnd (min, wel te verstaan, de toepasselijke voorafnemingen) en vermindert zij aldus haar verplichting tot terugbetaling van de F.I.V.-tegemotkoming. Deze verplichting verdwijnt in haar geheel in geval van overdracht tegen betaling van speciën van de algeheelheid van de betrokken aandelen of obligaties. De openbare investeringsmaatschappij kan evenwel beslissen de aandelen verworven door middel van de F.I.V.-tegemotkoming te behouden en haar schuld tegenover het F.I.V. te delgen door aan het F.I.V. de boekhoudkundige waarde te betalen van de aandelen. Onder boekhoudkundige waarde wordt verstaan het bedrag verkregen door de waarde van het netto-actief van de betrokken vennootschap te delen door het totaal aantal aandelen die haar kapitaal vertegenwoordigen. Dit netto-actief en het aantal aandelen worden berekend op grond van de laatste jaarrekening of boekhoudkundige staat. Indien deze betaling gedurende de eerste vijf jaar geschiedt kan zij echter niet minder bedragen dan de uitgifteprijs; na vijf jaar kan worden aangenomen dat het project zijn normale rentabiliteit heeft bereikt.

De nieuwe bepalingen die aldus in koninklijk besluit nr. 31 worden opgenomen zullen in geveelge mate het « revolving fund » karakter van het F.I.V. versterken en bijdragen tot de diversificatie van het industrieel overheidsinitiatief.

Nieuwe artikelen 10 en 11 van koninklijk besluit nr. 31

De tekst van de voormalige artikelen 7bis, 11 en 11bis wordt gegroepeerd en, met kleine wijzigingen, hernomen in de nieuwe artikelen 10 en 11 van koninklijk besluit nr. 31.

Artikel 13

Omwille van de reden vermeld in het commentaar bij artikel 9 kan de N.I.M. geen beroep doen op het F.I.V. vóór 1 januari 1988.

Article 14

Actuellement, des interventions F.R.I. ont été octroyées pour chacune des Régions à concurrence d'un certain pourcentage des moyens qui ont été attribués aux sous-comptes des premier et deuxième comptes principaux, qui est différent pour chaque Région : 87,62 % pour la Région flamande, 78,45 % pour la Région wallonne et 1,42 % pour la Région bruxelloise. Pour rétablir l'équilibre (de telle sorte que, chaque Région bénéficie proportionnellement du même montant en application du régime de l'arrêté royal du 4 octobre 1984), la réforme proposée entrera en vigueur à un moment différent pour chaque Région, c'est-à-dire au moment où la Région concernée aura bénéficié, en application de l'arrêté royal du 4 octobre 1984, de 95 % des moyens qui lui ont été attribués sous ce régime. Il y a lieu de rappeler que les moyens ainsi attribués au F.R.I. s'élèvent au total de 8 260 135 813 de F, dont 3 736 269 666 de F pour la Région flamande, 3 181 986 146 de F pour la Région wallonne et 1 361 880 001 de F pour la Région bruxelloise.

Dès que le pourcentage de 95 % est atteint dans une Région, les dispositions concernées de l'arrêté royal n° 31, telles que modifiées par l'arrêté en projet, seront applicables aux interventions F.R.I. à utiliser dans cette Région dans la mesure où le pourcentage est dépassé. La date d'entrée en vigueur est constatée par un arrêté du Ministre des Affaires économiques.

Toutefois, nonobstant ce qui précède, la réforme entre en vigueur le 1er janvier 1988 au plus tard.

L'arrêté en projet prévoit que les interventions F.R.I. octroyées avant l'entrée en vigueur de la présente réforme de l'arrêté royal n° 31 et ainsi les actions et obligations qui les représentent, restent soumises au régime antérieur, c'est-à-dire, selon le cas, au régime de l'arrêté royal du 4 octobre 1984 ou à celui de l'arrêté du 15 décembre 1978.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat sur le présent projet.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs

Le Ministre des Affaires économiques,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Artikel 14

Tot op heden werden voor elk Gewest F.I.V.-tegenmoetkingen toegekend ten belope van een zeker percentage van de middelen ingeschreven op de deelrekeningen van de eerste en de tweede hoofd-rekening die verschilt voor elk Gewest. Om het evenwicht te herstellen (zodat ieder Gewest proportioneel van hetzelfde bedrag kan genieten bij toepassing van het regime van het koninklijk besluit van 4 oktober 1984), zal de voorgestelde hervorming voor elk Gewest op een ander ogenblik van kracht worden, namelijk op het ogenblik waarop het betrokken Gewest bij toepassing van het koninklijk besluit van 4 oktober 1984 voor 95 % zal hebben genoten van de middelen die het werd toegekend onder dat regime. Het past eraan te herinneren dat het totaal van deze middelen 8 260 135 813 F bedraagt, waarvan 3 736 269 666 F voor het Vlaamse Gewest, 3 181 986 146 F voor het Waalse Gewest en 1 361 880 001 F voor het Brusselse Gewest.

Van zodra in een Gewest het percentage van 95 % wordt bereikt, zullen de betrokken bepalingen van koninklijk besluit nr. 31, zoals gewijzigd door het ontwerp van besluit, in werking treden met betrekking tot de in dat Gewest aan te wenden F.I.V.-tegenmoetkingen in de mate dat zij dat percentage overschrijden. De datum van inwerkingtreding wordt vastgesteld bij besluit van de Minister van Economische Zaken.

Ongeacht het voorgaande treedt de hervorming evenwel in werking ten laatste op 1 januari 1988.

Het ontwerp van besluit bepaalt dat de F.I.V.-tegenmoetkingen die werden toegekend voor de inwerkingtreding van de huidige hervorming van koninklijk besluit nr. 31, evenals de aandelen of obligaties die hen vertegenwoordigen, verder onderworpen blijven aan het voormalig regime, met andere woorden, naar gelang het geval, het regime van het koninklijk besluit van 4 oktober 1984 of dat van het koninklijk besluit van 15 december 1978.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Economische Zaken,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

BIJLAGE

Eerste opdracht
Reconversieproject

Minimum 51 % privé-aandeelhouders
(+ openbare investeringsmaatschappij)

Maximum 49 %
F.I.V.-inbreng

Minimum 33,33 %

Maximum 17,67 %

(Minimum) (1) 16,33 %
(één derde van 49 %)

Maximum 32,67 %
(twee derden van 49 %)

« Zuivere » privé-aandeelhouders (Aandeelhouders waarin geen openbare investeringsmaatschappij voor 25 % of meer participeert of 25 % of meer van de stemmen heeft)

Andere privé-aandeelhouders dan de « zuivere » privé-aandeelhouders

Openbare investeringsmaatschappij (1e of 2e functie)

Inbreng gedaan door de openbare investeringsmaatschappij met andere dan F.I.V.-middelen (1e, 2e of 3e functie); waarbij ten minste 5,39 % (33 % van 16,33 %) ten laste van eigen middelen (1e of 2e functie)

Inbreng gedaan door de openbare investeringsmaatschappij met F.I.V.-tegenmoetking

(1) Minimum percentage indien de F.I.V.-inbreng maximaal is, d.w.z. 49 % bedraagt.

Tweede opdracht

Te financieren project

Minimum 02,5 %	(Minimum) (1) 12,5 %	Maximum 25 %
Privé-aandeelhouders en/of openbare investeringsmaatschappij (1e, 2e of 3e functie)	Openbare investeringsmaatschappij (1e, 2e of 3e functie); waarbij ten minste 6,25 % (50 % van 12,5 %) ten laste van eigen middelen (1e of 2e functie)	F.I.V.-tegemoetkoming

(1) Minimum percentage indien de F.I.V.-tegemoetkoming maximaal is, d.w.z. 25 % bedraagt.

Tweede opdracht

Project met vernieuwend karakter

Te financieren project

Minimum 50,5 %	(Minimum) (1) 16,5 %	Maximum 33 %
Privé-aandeelhouders en/of openbare investeringsmaatschappij (1e, 2e of 3e functie)	Openbare investeringsmaatschappij (1e, 2e of 3e functie); waarbij ten minste 5,445 % (33 % van 16,5 %) ten laste van eigen middelen (1e of 2e functie)	F.I.V.-tegemoetkoming

(1) Minimum percentage indien de F.I.V.-tegemoetkoming maximaal is, d.w.z. 33 % bedraagt.

ANNEXE**Première mission**

Projet de reconversion

Minimum 51 % actionnaires privés (+ société publique d'investissement)		Maximum 40 % Apport F.R.I.	
Minimum 33,33 %	Maximum 17,67 %	(Minimum) (1) 16,33 % (un tiers de 40 %)	Maximum 32,67 % (deux tiers de 40 %)
Actionnaires privés « purs » (Actionnaires dans lesquels aucune société publique d'investissement ne détient une participation de 25 % ou plus ou n'a 25 % ou plus des voix)	Actionnaires privés autres que les actionnaires privés « purs »	Société publique d'investissement (1re, ou 2e fonction)	Apport fait par la société publique d'investissement avec moyens autres que des moyens F.R.I. (1re, 2e ou 3e fonction), 5,39 % (33 % de 16,33 %) au minimum avec moyens propres (1re ou 2e fonction)
		Apport fait par la société publique d'investissement au moyen de l'intervention F.R.I.	

(1) Pourcentage minimum en cas d'apport F.R.I. maximum (40 %).

Deuxième mission

Projet à financer

Minimum 62,5 %	(Minimum) (1) 12,5 %	Maximum 25 %
Actionnaires privés et/ou société publique d'investissement (1re, 2e ou 3e fonction)	Société publique d'investissement (1re, 2e ou 3e fonction); au moins 6,25 % (50 % de 12,5 %) avec moyens propres (1re ou 2e fonction)	Intervention F.R.I.

(1) Pourcentage minimum en cas d'intervention F.R.I. maximum (25 %).

Deuxième mission

Projet à caractère novateur

Projet à financer

Minimum 50,5 %	(Minimum) (1) 16,5 %	Maximum 33 %
Actionnaires privés et/ou société publique d'investissement (1re, 2e ou 3e fonction)	Société publique d'investissement (1re, 2e ou 3e fonction); au moins 5,445 % (33 % de 16,5 %) avec moyens propres (1re ou 2e fonction)	Intervention F.R.I.

(1) Pourcentage minimum en cas d'intervention F.R.I. maximum (33 %).

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 17 décembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 486 « portant modification de la loi de redressement du 31 juillet 1984 et de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 créant un Fonds de rénovation industrielle, modifié par les arrêtés royaux des 4 octobre 1984 et 21 février 1985 » a donné le 18 décembre 1986 l'avis suivant :

I. Observations préalables

1. Le contenu du projet et les objectifs qu'il poursuit sont amplement exposés dans le rapport au Roi.

En résumé, on peut dire que les moyens d'action du Fonds de rénovation industrielle sont augmentés sans que cela ne donne lieu à une augmentation des dépenses de l'Etat. Cette augmentation des moyens d'action est réalisée, d'une part, en retournant au F.R.I. une partie du produit obtenu avec les fonds du F.R.I. accordés dans le cadre de l'article 3, 1° et 2°, de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978, et, d'autre part, en mettant à la disposition du F.R.I. pour l'exécution de la mission visée à l'article 3, 3°, de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 précité, des crédits qui sont prévus pour d'autres objectifs.

La première mesure citée paraît manifestement de nature à contribuer à la diminution des charges publiques puisqu'à l'avenir, le F.R.I. doit exécuter les missions envisagées à l'aide des fonds qui lui sont retournés (capital et partie du produit). Dans la pensée du Gouvernement, la seconde mesure tend à une meilleure utilisation des deniers publics.

Le projet s'inscrit dès lors dans le cadre des pouvoirs spéciaux que l'article 1er, 2°, b) et d), de la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986 a conférés au Roi en ce qui concerne la maîtrise des dépenses publiques.

2. Le Fonds de rénovation industrielle a été créé par l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 sous la forme d'un fonds budgétaire inscrit au budget du Ministère des Affaires économiques. Il se situe sur le plan de l'initiative industrielle publique.

On sait que la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 a transféré aux Régions l'initiative industrielle publique à l'échelle régionale (article 6, § 1er, VI, 2°).

La ligne de partage entre l'initiative industrielle publique nationale et l'initiative industrielle publique régionale n'est pas toujours nettement perceptible. Il ressort de l'arrêt n° 12 de la Cour d'arbitrage du 25 février 1986 que les compétences des autorités nationales et des autorités régionales sont parallèles en l'occurrence. La Cour d'arbitrage énonce notamment : « Les autorités nationales sont compétentes pour l'initiative industrielle publique financée par les moyens nationaux, exercée au moyen d'institutions nationales et visant à promouvoir le développement de l'économie nationale ».

Le projet entre dans la sphère des compétences nationales telle qu'elle a été circonscrite par la Cour d'arbitrage.

Un point, cependant, mérite l'attention.

Ainsi qu'il a été observé ci-dessus, il est mis à la disposition du F.R.I., par le biais d'un transfert de crédits, des moyens en vue de l'exécution de la mission qui est attribuée à ce Fonds par l'article 3, 3°, de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 et qui consiste notamment à « contribuer au financement de projets de politique régionale de reconversion ou de développement réalisés sous quelque forme que ce soit par les autorités ou organismes désignés à cet effet par les Exécutifs régionaux ».

La détermination des moyens financiers des Régions n'est pas une matière qui requiert la majorité spéciale prescrite par l'article 107^{quater} de la Constitution. La loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986 n'exclut pas que le Roi, faisant usage du pouvoir spécial qui Lui est conféré, élargisse directement ou indirectement les possibilités financières de fait des Régions telles qu'elles sont fixées par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980. Les moyens visés en l'occurrence par le projet ne perdent d'ailleurs pas leur caractère national par le simple fait que l'initiative régionale sera de nature déterminante dans leur utilisation. Ces moyens conservent le caractère d'avances également à l'égard des Régions.

Il convient cependant de souligner que la répartition des moyens financiers vers les Régions se fait selon une clef de répartition différente de celle qui est prévue par l'article 5 de la susdite loi du 9 août 1980.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 17 december 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogst drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 488 « tot wijziging van de herstelwet van 31 juli 1984 en van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor industriële vernieuwing, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 oktober 1984 en 21 februari 1985 », heeft op 18 december 1986 het volgende advies gegeven :

I. Voorafgaande opmerkingen

1. De inhoud van het ontwerp en de ermee nagestreefde doeleinden worden in het verslag aan de Koning omstandig uiteengezet.

Samengevat kan men stellen dat de werkingsmiddelen van het Fonds voor industriële vernieuwing worden verhoogd, zonder dat dit aanleiding geeft tot een vermeerdering van de Staatsuitgaven. De verhoging van de werkingsmiddelen wordt verwezenlijkt, enerzijds, door een deel van de opbrengst die met F.I.V.-geld, verleend in het raam van artikel 3, 1° en 2°, van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978, is gerealiseerd, naar het F.I.V. te doen terugvoelen, anderzijds, door voor andere doeleinden ingeschreven kredieten, ter beschikking van het F.I.V. te stellen ter uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 3, 3°, van het reeds genoemd koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978.

De eerstgenoemde maatregel lijkt kennelijk bij te dragen tot een vermindering van de openbare lasten daar in de toekomst het F.I.V. de desbetreffende opdrachten moet ruimen met de terugvloeiende gelden (kapitaal en deel van de opbrengst). Naar het oordeel van de Regering is de tweede maatregel er een van betere aanwending van openbare gelden.

Het ontwerp past dan ook in de bijzondere bevoegdheid welke met betrekking tot de beheersing van de openbare uitgaven, door artikel 1, 2°, b) en d), van de bijzonderemachtenwet van 27 maart 1986 aan de Koning is toegekend.

2. Het Fonds voor industriële vernieuwing is bij het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 opgericht als een begrotingsfonds op de begroting van het Ministerie van Economische Zaken. Het situeert zich op het vlak van het openbaar industrieel initiatief.

Men weet dat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, het openbaar industrieel initiatief op gewestelijk vlak aan de Gewesten heeft overgedragen (artikel 6, § 1, VI, 2°).

De grens tussen nationaal openbaar industrieel initiatief en gewestelijk openbaar industrieel initiatief is niet steeds met grote scherpte te onderkennen. Uit het arrest nr. 12 van 25 februari 1986 van het Arbitragehof blijkt dat de bevoegdheden van de nationale overheid en van de Gewestoverheid ter zake parallel zijn. Het Arbitragehof stelt met name : « De nationale overheid is bevoegd voor het openbaar industrieel initiatief, dat gefinancierd wordt uit de nationale middelen, dat uitgeoefend wordt door middel van nationale instellingen en dat genomen wordt met het oog op de bevordering van de nationale economische ontwikkeling ».

Het ontwerp past binnen de nationale bevoegdheidsruimte, zoals die door het Arbitragehof is aangegeven.

Er is niettemin een punt dat de aandacht verdient.

Zoals boven al is opgemerkt, worden, door overschrijving van kredieten, aan het F.I.V. middelen ter beschikking gesteld ter uitvoering van de opdracht die het door artikel 3, 3°, van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 is toegewezen, met name « bij te dragen tot de financiering van projecten van gewestelijk reconversie- of ontwikkelingsbeleid die worden verwezenlijkt in welke vorm ook door de overheden of organismen hiertoe aangewezen door de Gewestexecutieven ».

Het bepalen van de financiële middelen van de Gewesten is geen aangelegenheid waarvoor de in artikel 107^{quater} van de Grondwet voorgeschreven speciale meerderheid vereist is. De bijzonderemachtenwet van 27 maart 1986 sluit niet uit dat de Koning, bij de aanwending van de Hem toegekende bijzondere bevoegdheid, rechtstreeks of zijdelings de feitelijke financiële mogelijkheden van de Gewesten verruimt, zoals die in de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zijn vastgelegd. De in het ontwerp te dezen bedoelde middelen verliezen overigens niet hun nationaal karakter door het enkele feit dat bij de aanwending ervan het Gewestinitiatief van bepalende aard is. De bedoelde middelen behouden, ook ten aanzien van de Gewesten, de aard van voor-schotten.

Nochtans mag de aandacht erop gevestigd worden dat de verdeling van de financiële mogelijkheden naar de Gewesten toe, geschiedt volgens een verdeelsleutel die een andere is dan die welke in artikel 5 van de genoemde wet van 9 augustus 1980 is bepaald.

Pour le F.R.I., la clef de répartition est notamment la suivante :

« Le Comité de gestion détermine, sur la base des données statistiques au 31 décembre 1982, une clef de répartition régionale fondée sur la diminution dans chaque Région, par rapport à la situation au 1er janvier 1976, du nombre d'emplois dans les secteurs de la sidérurgie, du textile et de la confection et de la réparation et de la construction navales » (article 6, § 6, de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978, auquel se réfère l'article 9, 1°).

Dès lors, il est permis de conclure que le projet, du moins en ce qui concerne la mission visée à l'article 3, 3°, de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978, revient à augmenter les moyens dont les Régions disposent en vertu de la loi ordinaire du 9 août 1980, mais que la répartition de ces moyens plus importants se fera selon une clef de répartition propre.

3. Le dispositif de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 a été remplacé par les arrêtés royaux ordinaires des 4 octobre 1984 et 21 février 1985, intervenus tous deux en exécution de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

Les modifications apportées à l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 auront pour conséquence que la réglementation relative au F.R.I. comportera des textes de force juridique inégale.

II. Examen du texte

Intitulé

Afin d'en rendre la lecture plus aisée, il conviendrait de rédiger l'intitulé comme suit :

« Arrêté royal n° relatif au fonctionnement et aux moyens de fonctionnement du Fonds de rénovation industrielle ».

Article 4

En raison de la suppression de la subdivision d) de l'article 50, 5°, de la loi du 31 juillet 1984 (voir, dans le rapport au Roi, le commentaire consacré à l'article 1er du projet), l'article 4, 2°, du projet complète l'article 59 de la loi du 31 juillet 1984 de telle sorte que la législation en vigueur est maintenue pour les sociétés de reconversion fiscales.

Bien qu'il ne s'agisse que d'une adaptation de texte purement formelle, il paraît de bonne administration d'associer le Ministre des Finances à la proposition et au contresigning de l'arrêté.

Article 10

1. L'article 7, § 2, alinéa 2 (nouveau), se réfère à l'« avis visé à l'alinéa précédent ».

Il s'agit de l'avis donné, selon le cas, par le Ministre des Affaires économiques ou par un Exécutif régional.

Aux termes du texte, cet avis doit porter notamment « sur le respect dans le cadre de la société de reconversion des règles établies par la Communauté économique européenne au sujet des aides aux entreprises ».

Selon les fonctionnaires délégués, l'avis d'un Exécutif régional implique pour la Région concernée l'engagement de s'acquitter des obligations imposées à la Belgique aux fins de l'application de l'article 92 du Traité C.E.E.

Cette disposition ne peut empêcher que, si la Région manque à ces obligations, seul l'Etat belge puisse encourir des mesures de la part des autorités de la C.E.E.

2. A l'article 9, § 6 (nouveau), il convient d'écrire, par souci de clarté : « En aucun cas, une intervention F.R.I. ne peut être octroyée... ».

Les fonctionnaires délégués ont précisé qu'il s'agit en l'espèce d'un seul et même protocole.

Article 14

Selon les explications fournies par les fonctionnaires délégués au sujet de cet article, il convient d'écrire :

1° au § 1er : « Les articles 6, 8, 2°, 9, 1°, et 13 du présent arrêté entrent en vigueur ... (la suite comme au projet) »;

2° au § 2 : « Les dispositions du présent arrêté, à l'exception de celles des articles 6, 8, 2°, 9, 1°, et 13, entrent en vigueur le 1er janvier 1988. Toutefois, à l'exception de l'article 8, 4°, du présent arrêté, elles entrent en vigueur ... (la suite comme au projet) ».

Voor het F.I.V. is de verdeelsleutel namelijk de volgende :

« Het Bestuurscomité (van het F.I.V.) bepaalt op basis van de statistische gegevens per 31 december 1982 een gewestelijke verdeelsleutel naar rata van de vermindering van het aantal arbeidsplaatsen in de staalsector, de textiel- en confectiesector en de sector van de scheepsbouw en -herstelling in elk Gewest ten opzichte van de toestand per 1 januari 1976 » (artikel 6, § 6, van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978, waarnaar in artikel 9, 1°, wordt verwezen).

De conclusie mag dan ook zijn dat het ontwerp, althans wat de in artikel 3, 3°, van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 bedoelde opdracht betreft, neerkomt op een vermeerdering van de middelen waarover de Gewesten krachtens de gewone wet van 9 augustus 1980 beschikken, doch dat de verdeling van die ruimere middelen volgens een eigen verdeelsleutel geschiedt.

3. Het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 werd in zijn bepalend gedeelte vervangen bij gewone koninklijke besluiten van 4 oktober 1984 en 21 februari 1985, beide vastgesteld in uitvoering van de herstellwet van 31 juli 1984.

De wijzigingen welke met dit ontwerp in het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 worden aangebracht, zullen tot gevolg hebben dat de regeling betreffende het F.I.V. wordt gevormd door teksten met ongelijke rechtskracht.

II. Onderzoek van de tekst

Opschrift

Voor de leesbaarheid stelle men het opschrift als volgt :

« Koninklijk besluit nr. betreffende de werking en de werkingsmiddelen van het Fonds voor industriële vernieuwing ».

Artikel 4

Omwille van de schrapping van onderdeel d) in artikel 50, 5°, van de wet van 31 juli 1984 (zie de toelichting, in het verslag aan de Koning, in verband met artikel 1 van het ontwerp), wordt in artikel 4, 2°, van het ontwerp artikel 59 van de wet van 31 juli 1984 aangevuld om voor de fiscale reconversievenootschappen de vigerende wetgeving ongewijzigd te behouden.

Ofschoon het slechts om een formele tekstaanpassing gaat, lijkt het toch een regel van behoorlijk bestuur te zijn, de Minister van Financiën bij de voordracht en de medeondertekening van het ontwerp te betrekken.

Artikel 10

1. In artikel 7, § 2, tweede lid (nieuw), wordt verwezen naar « het in voorgaand lid bedoeld advies ».

Beoeld is het advies uitgaande, al naar het geval, van de Minister van Economische Zaken dan wel van een Gewestexecutieve.

Dat advies moet naar luid van de tekst betrekking hebben onder meer « op de verbodiging in het kader van de reconversievenootschap van de door de Europese Economische Gemeenschap gestelde regelen betreffende de steun aan de bedrijven ».

Volgens de gemachtigde ambtenaar houdt het advies van een Gewestexecutieve voor het Gewest de verbatenis in, de voor de toepassing van artikel 92 van het E.E.G.-verdrag aan België opgelegde verplichtingen na te leven.

Die bepaling kan niet beletten dat, in geval van niet-naleving van die verplichtingen door het Gewest, tegenover de E.E.G.-overheid alleen de Belgische Staat voor maatregelen in aanmerking komt.

2. In artikel 9, § 6 (nieuw), leze men voor de duidelijkheid in de laatste zin : « In geen geval kan een F.I.V.-tegenwoordiging aan een... ».

De gemachtigde ambtenaren hebben verduidelijkt dat het, in het bedoelde geval, slechts om een en hetzelfde protocol gaat.

Artikel 14

Zoals het artikel door de gemachtigde ambtenaren is toegelicht, dient men te lezen :

1° in § 1 : « De artikelen 6, 8, 2°, 9, 1°, en 13 van dit besluit treden in werking ... (voorts zoals in het ontwerp) »;

2° in § 2 : « De bepalingen van dit besluit, met uitzondering van die van de artikelen 6, 8, 2°, 9, 1°, en 13, treden in werking op 1 januari 1988. Met uitzondering van de bepaling van artikel 9, 4°, van dit besluit, treden ... (voorts zoals het ontwerp) ».

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;
M. J. Vermeire, Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Les rapports ont été présentés par Mme J. De Koster-Mannens, premier auditeur, et par M. R. Aertgeerts, auditeur adjoint.

Le Greffier,
M. Benard.

Le Président,
H. Coremans.

31 DÉCEMBRE 1986. — Arrêté royal n° 486
relatif au fonctionnement et aux moyens de fonctionnement
du Fonds de rénovation industrielle

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article 1^{er}, 2^o, b) et d) et 3, § 2;

Vu la loi de redressement du 31 juillet 1984;

Vu l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 créant un Fonds de rénovation industrielle, modifié par les arrêtés royaux des 4 octobre 1984 et 21 février 1985;

Vu les avis des Exécutifs régionaux;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre des Finances, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 50, 5^o, de la loi de redressement du 31 juillet 1984 est remplacé par la disposition suivante :

« 5^o projet de reconversion : le projet qui contribue à la reconversion industrielle d'une zone de reconversion au moyen d'investissements en immobilisations corporelles à l'état neuf effectués dans la zone de reconversion concernée et destinés à la recherche, au développement, à la production et à la commercialisation :

- a) de produits nouveaux;
- b) de technologies nouvelles et de leurs applications;
- c) d'améliorations de procédés industriels en vue d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou de ressources naturelles ou d'une protection améliorée de l'environnement ».

Art. 2. L'article 54, § 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. La société publique d'investissement fait appel au Fonds de rénovation industrielle pour le financement d'une partie de ses apports à effectuer en vertu du contrat de reconversion. L'apport qu'elle fait avec des moyens autres que des moyens F.R.I. est au moins égal à la moitié de l'intervention du Fonds de rénovation industrielle; au moins 33 % de cet apport est financé à charge des moyens propres de la société publique d'investissement.

Il peut être dérogé par décision du Comité ministériel de coordination économique et sociale au minimum de 33 % visé à l'alinéa 1^{er} lorsque ce minimum représente un montant supérieur à 5 % des capitaux propres de la société publique d'investissement. La société publique d'investissement introduit la demande de dérogation auprès du Ministre des Affaires économiques qui la soumet au Comité ministériel lors de sa réunion qui suit la réception de la demande. En l'absence de décision du Comité ministériel dans un délai de quinze jours à partir de cette réunion, la dérogation est réputée accordée.

En aucun cas, l'intervention du Fonds de rénovation industrielle ne peut être supérieure aux deux tiers de 49 % du montant global des apports prévus par le contrat de reconversion. »

Art. 3. Dans l'article 55 de la même loi, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les actions représentant l'apport F.R.I. donnent droit, notwithstanding toute disposition contraire des statuts ou décision contraire de l'assemblée générale et sans préjudice du droit qui peut leur être accordé par les statuts dans la distribution du surplus des

De kamer was samengesteld uit :

de heer H. Coremans, kamervoorzitter;
de heer J. Vermeire, Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

De verslagen werden uitgebracht door Mevr. J. De Koster-Mannens, eerste auditeur en door de heer R. Aertgeerts, adjunct-auditeur.

De Griffier,
M. Benard.

De Voorzitter,
H. Coremans.

31 DECEMBER 1986. — Koninklijk besluit nr. 486
betreffende de werking en de werkmiddelen van het Fonds
voor industriële vernieuwing

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 2^o, b) en d) en 3, § 2;

Gelet op de herstellwet van 31 juli 1984;

Gelet op koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor industriële vernieuwing, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 oktober 1984 en 21 februari 1985;

Gelet op de adviezen van de Gewestexecutieven;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Financiën, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 50, 5^o, van de herstellwet van 31 juli 1984 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5^o reconversieproject : het project dat bijdraagt tot de industriële reconversie van een reconversiezone door middel van investeringen in materiële vaste activa in nieuwe staat, in de betrokken reconversiezone, voor het onderzoek, de ontwikkeling, de vervaardiging en de commercialisering van :

- a) nieuwe producten;
- b) nieuwe technologieën en hun toepassingen;
- c) verbeteringen van industriële processen met het oog op een rationeler energie- of grondstoffengebruik of een verbeterde bescherming van het leefmilieu ».

Art. 2. Artikel 54, § 3, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De openbare investeringsmaatschappij doet een beroep op het Fonds voor industriële vernieuwing voor de financiering van een gedeelte van haar inbrengen uit hoofde van het reconversiecontract. De inbreng die zij doet met andere middelen dan F.I.V.-middelen is ten minste gelijk aan de helft van de tegemoetkoming van het Fonds voor industriële vernieuwing; ten minste 33 % van deze inbreng geschiedt ten laste van de eigen middelen van de openbare investeringsmaatschappij.

Van het in het eerste lid bedoelde minimum van 33 % kan bij beslissing van het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie worden afgeweken indien dit minimum een bedrag zou vertegenwoordigen hoger dan 5 % van het eigen vermogen van de openbare investeringsmaatschappij. De openbare investeringsmaatschappij dient de aanvraag van afwijking in bij de Minister van Economische Zaken; laatstgenoemde legt haar voor aan het Ministerieel Comité op de vergadering die volgt op de ontvangst van de aanvraag. Bij ontstentenis van een beslissing van het Ministerieel Comité binnen vijftien dagen na deze vergadering wordt de afwijking geacht te zijn toegestaan.

In geen geval zal de tegemoetkoming van het Fonds voor industriële vernieuwing meer dan twee derde bedragen van 49 % van het gezamenlijk bedrag van de inbrengen die het voorwerp zijn van het reconversiecontract. »

Art. 3. In artikel 55 van dezelfde wet wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De aandelen die F.I.V.-inbreng vertegenwoordigen, geven, niettegenstaande elke hiermee strijdige bepaling in de statuten of beslissing van de algemene vergadering en onverminderd de deelrechtigheid in de overwinst die de statuten hun kunnen toekennen,

bénéfices, en cas de bénéfices nets disponibles, distribués ou non, à un dividende privilégié de 2 % de leur prix d'émission, sans que ce dividende privilégié ne puisse être supérieur aux bénéfices nets disponibles. Le cas échéant, ce droit préférentiel est exercé avant ceux attachés aux autres actions et aux parts bénéficiaires et titres similaires dont il est question à l'article 47 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ».

Art. 4. A l'article 59 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° aux § 1^{er} et 2, les mots « à l'article 50, 5° » sont remplacés par les mots « au § 5 » ;

2° il est inséré un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Les immobilisations corporelles visées au présent article sont celles qui sont situées dans la zone de reconversion concernée et sont destinées à la recherche, au développement, à la production et à la commercialisation :

- a) de produits nouveaux;
- b) de technologies nouvelles et de leurs applications;
- c) d'améliorations de procédés industriels en vue d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou de ressources naturelles ou d'une protection améliorée de l'environnement;
- d) de produits et technologies et de leurs applications dont la production ou la commercialisation, en raison de leurs perspectives réelles de développement ultérieur et de leur rentabilité, contribue à l'innovation ou à l'élargissement du tissu industriel de la zone de reconversion concernée ou à la promotion de l'emploi ».

Art. 5. L'article 2 de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 créant un Fonds de rénovation industrielle, modifié par les arrêtés royaux des 4 octobre 1984 et 21 février 1985, est complété comme suit :

« 4° zone de reconversion : la zone visée à l'article 50, 1°, de la loi de redressement du 31 juillet 1984 ».

Art. 6. A l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° contribuer au financement de projets de politique régionale de reconversion, de développement ou de recherche appliquée réalisés ou encouragés sous quelque forme que ce soit par les autorités ou organismes désignés à cet effet par les Exécutifs régionaux; ».

Art. 7. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, les mots « l'article 7, § 5, et l'article 7 bis, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « l'article 9, § 3 et 4, et à l'article 11, § 5 » ;

2° il est inséré un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Le Comité de gestion rejette toute demande d'intervention F.R.I. dont le montant excède le volume d'intervention disponible qui est attribué ou transféré au sous-compte concerné, ou qui est réservé à la société publique d'investissement concernée ».

Art. 8. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 3°, les mots « l'article 7, § 3 et 5, et à l'article 7 bis, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « l'article 9, § 3 et 4, et à l'article 11, § 5 » ;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. A partir de l'année budgétaire 1987, aucun crédit budgétaire ne pourra être inscrit ou transféré au F.R.I., sauf en ce qui concerne l'alimentation du compte principal ouvert pour la troisième mission. »;

3° il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les montants et les conditions des emprunts sont fixés par Nous sur la proposition conjointe du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques. Les emprunts ne sont autorisés que dans la mesure où le F.R.I. peut en supporter lui-même la charge ».

Art. 9. A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 3 est complété comme suit :

« Les autres crédits budgétaires transférés au F.R.I. pour l'alimentation du troisième compte principal sont attribués aux sous-comptes régionaux, en application de la clef de répartition visée au § 6. »;

2° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les produits des remboursements visés à l'article 9, § 3 et 4, et à l'article 11, § 5, à l'exception des intérêts visés à l'article 9, § 3, sont attribués au sous-compte sur lequel l'intervention F.R.I., qui donne lieu au remboursement, avait été imputée. »;

in geval van beschikbare nettowinst, al dan niet uitgekeerd, recht op een bevoorrecht dividend van 2 % van hun uitgifteprijs, zonder dat dit bevoorrecht dividend meer kan bedragen dan de beschikbare nettowinst. In voorkomend geval wordt dit voorrecht uitgeoefend voor die van de andere aandelen en de winstbewijzen en soortgelijke effecten als bedoeld in artikel 47 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen ».

Art. 4. In artikel 59 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 en 2 worden de woorden « artikel 50, 5° » vervangen door « § 5 » ;

2° een § 5 wordt ingevoegd luidend als volgt :

« § 5. De in dit artikel bedoelde materiële vaste activa zijn deze die zich in de betrokken reconversiezone bevinden en bestemd zijn voor het onderzoek, de ontwikkeling, de vervaardiging en de commercialisering van :

- a) nieuwe produkten;
- b) nieuwe technologieën en hun toepassingen;
- c) verbeteringen van industriële processen met het oog op een rationeler energie- of grondstofgebruik of een verbeterde bescherming van het leefmilieu;
- d) produkten en technologieën en hun toepassingen waarvan de vervaardiging of commercialisering door hun reële perspectieven van verdere ontwikkeling en rentabiliteit bijdraagt tot de vernieuwing of verbreding van het industrieel weefsel van de betrokken reconversiezone of tot de aan groei van de werkgelegenheid ».

Art. 5. Artikel 2 van koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor industriële vernieuwing, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 oktober 1984 en 21 februari 1985, wordt aangevuld als volgt :

« 4° reconversiezone : de zone bedoeld in artikel 50, 1°, van de herstellwet van 31 juli 1984 ».

Art. 6. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het 3° vervangen door de volgende bepaling :

« 3° bij te dragen tot de financiering van projecten van het gewestelijk beleid inzake reconversie, ontwikkeling of toegepast onderzoek die worden verwezenlijkt of aangemoedigd in welke vorm ook door de overheden of organismen hiertoe aangewezen door de Gewestexecutieven; ».

Art. 7. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3 worden de woorden « artikel 7, § 5, en artikel 7 bis, derde lid » vervangen door de woorden « artikel 9, § 3 en 4, en in artikel 11, § 5 » ;

2° een § 6 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. Het bestuurscomité verwerpt elke aanvraag van F.I.V.-tegemotkoming voor een bedrag dat het beschikbare interventievolumen overschrijdt dat werd toegekend aan of overgeschreven naar de betrokken deelrekening of dat werd voorbehouden aan de betrokken openbare investeringsmaatschappij ».

Art. 8. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 3°, worden de woorden « artikel 7, § 3 en 5, en artikel 7 bis, derde lid » vervangen door de woorden « artikel 9, § 3 en 4, en artikel 11, § 5 » ;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Met ingang van begrotingsjaar 1987 kan geen enkel begrotingskrediet op het F.I.V. worden ingeschreven of ernaar overgeschreven, behalve wat de stijving van de hoofdrekening voor de derde opdracht betreft. »;

3° een § 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De bedragen en de voorwaarden van de leningen worden door Ons bepaald op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken. Leningen zijn slechts toegestaan in de mate dat het F.I.V. de lasten ervan zelf kan dragen ».

Art. 9. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3 wordt aangevuld als volgt :

« De andere begrotingskredieten die naar het F.I.V. worden overgeschreven ter stijving van de derde hoofdrekening worden verdeeld over de gewestelijke deelrekeningen met toepassing van de in § 6 bedoelde verdeelsleutel. »;

2° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De opbrengsten van de in artikel 9, § 3 en 4, en in artikel 11, § 5, bedoelde terugbetalingen, met uitzondering van de in artikel 9, § 3, bedoelde interest, worden toegekend aan de deelrekening ten laste waarvan de F.I.V.-tegemotkoming, die aanleiding geeft tot de terugbetaling, was aangerekend geworden. »;

3° le § 7 est remplacé par la disposition suivante :

« § 7. Aucun moyen ne peut être transféré entre les différents comptes principaux ou sous-comptes, sauf dans le cas visé au § 5, dernière phrase, ou dans le cas où le volume d'intervention attribué au sous-compte d'une Région du premier compte principal est insuffisant pour permettre l'octroi d'une intervention F.R.I. sur la base de la première mission du F.R.I. Dans ce dernier cas, à la demande de la société publique d'investissement concernée, les montants nécessaires disponibles au sous-compte de la même Région du deuxième compte principal, sont transférés au sous-compte épuisé. »

4° il est inséré un § 8, rédigé comme suit :

« § 8. 25 % des moyens attribués conformément au § 5 aux sous-comptes des premier et deuxième comptes principaux sont réservés à la Société nationale d'investissement; le solde est destiné à la Société publique d'investissement régionale compétente. Les produits des paiements visés à l'article 9, § 3 et 4, à l'exception des intérêts visés à l'article 9, § 3, sont réservés à la société publique d'investissement qui a fait le paiement. »

5° il est inséré un § 9, rédigé comme suit :

« § 9. Suivant que le F.R.I. agit en exécution de sa première, deuxième, troisième ou quatrième mission, les interventions F.R.I. sont imputées sur les moyens attribués au sous-compte, respectivement, du premier, deuxième, troisième ou quatrième compte principal, pour la Région où les moyens provenant du F.R.I. seront utilisés pour la réalisation des objectifs décrits dans la demande d'intervention F.R.I. »

Art. 10. Les articles 7 à 11 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 7. § 1^{er}. Le présent article est applicable aux interventions F.R.I. qui sont octroyées en exécution de la première mission.

§ 2. La demande d'intervention F.R.I. est introduite auprès du Comité de gestion par la société publique d'investissement. Lorsqu'elle émane d'une société publique d'investissement régionale, la demande est accompagnée d'un avis de l'Exécutif de la Région concernée ou son délégué. Lorsqu'elle émane de la Société nationale d'investissement, la demande est accompagnée d'un avis du Ministre des Affaires économiques ou son délégué.

L'avis visé à l'alinéa précédent porte sur la conformité du projet de reconversion proposé aux conditions énumérées à l'article 50, 5°, de la loi de redressement du 31 juillet 1984 et sur le respect dans le cadre de la société de reconversion des règles établies par la Communauté économique européenne au sujet des aides aux entreprises.

En cas d'avis défavorable, le Comité de gestion rejette la demande d'intervention F.R.I.

§ 3. Le Comité de gestion vérifie si les conditions relatives à l'octroi d'une intervention F.R.I. dans le cadre d'un contrat de reconversion, telles que précisées au présent arrêté et aux articles 50 à 56, à l'exception de l'article 50, 5°, de la loi de redressement du 31 juillet 1984, sont remplies. Le Comité de gestion prend une décision dans un délai de cinquante jours à partir de la réception de la demande. La décision du Comité de gestion est notifiée sans délai au Ministre des Affaires économiques, à l'Exécutif de la Région concernée et à la société publique d'investissement concernée.

§ 4. L'intervention F.R.I. n'est utilisée par la société publique d'investissement qu'afin de libérer des actions à émettre par des sociétés de reconversion.

§ 5. La société publique d'investissement participe elle-même au financement des apports au capital de la société de reconversion en vertu du contrat de reconversion avec des moyens autres que des moyens F.R.I. à concurrence d'un montant au moins égal à la moitié de l'intervention F.R.I. Au moins 33 % de cette participation sont financés par des moyens propres de la société publique d'investissement.

Il peut être dérogé par décision du Comité ministériel de coordination économique et sociale au minimum de 33 % visé à l'alinéa 1^{er} lorsque ce minimum représente un montant supérieur à 5 % des capitaux propres de la société publique d'investissement. La société publique d'investissement introduit la demande de dérogation auprès du Ministre des Affaires économiques qui la soumet au Comité ministériel lors de sa réunion qui suit la réception de la demande. En l'absence de décision du Comité ministériel dans un délai de quinze jours à partir de cette réunion, la dérogation est réputée accordée.

Les libérations s'effectuent simultanément et dans la même proportion.

3° § 7 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 7. Geen middelen kunnen worden overgeschreven tussen de onderscheiden hoofdrekeningen en deelrekeningen, behoudens het in § 5, laatste zin, bedoelde geval en behoudens het geval dat het interventievolumen toegekend aan de deelrekening van een Gewest in de eerste hoofdrekening onvoldoende is om een F.I.V.-tegemotkoming toe te kennen in uitvoering van de eerste opdracht. In het laatste geval worden, op vraag van de betrokken openbare investeringsmaatschappij, de nodige beschikbare middelen overgeschreven van de deelrekening van hetzelfde Gewest in de tweede hoofdrekening naar de uitgeputte deelrekening. »

4° een § 8 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 8. Van de overeenkomstig § 5 aan de deelrekeningen in de eerste en de tweede hoofdrekeningen toegekende middelen wordt 25 % voorbehouden aan de Nationale Investeringsmaatschappij; het saldo is bestemd voor de bevoegde gewestelijke openbare investeringsmaatschappij. De opbrengsten van de in artikel 9, § 3 en 4, bedoelde betalingen, met uitzondering van de interesten bedoeld in artikel 9, § 3, worden voorbehouden aan de openbare investeringsmaatschappij die de betalingen heeft verricht. »

5° een § 9 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 9. Naargelang het F.I.V. optreedt in uitvoering van zijn eerste, tweede, derde of vierde opdracht, worden de F.I.V.-tegemotkomingen aangerekend op de middelen toegekend aan de deelrekening in de eerste, respectievelijk tweede, derde of vierde hoofdrekening, voor het Gewest waar de middelen afkomstig van het F.I.V. zullen worden aangewend voor de verwezenlijking van de in de aanvraag van F.I.V.-tegemotkoming beschreven oogmerken. »

Art. 10. De artikelen 7 tot en met 11 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 7. § 1. Dit artikel is van toepassing op de F.I.V.-tegemotkomingen die in uitvoering van de eerste opdracht worden toegekend.

§ 2. De aanvraag van F.I.V.-tegemotkoming wordt bij het Bestuurscomité ingediend door de openbare investeringsmaatschappij. Wanneer zij uitgaat van een gewestelijke openbare investeringsmaatschappij wordt de aanvraag vergezeld van een advies van de Executieve van het betrokken Gewest of zijn afgevaardigde. Wanneer zij uitgaat van de Nationale Investeringsmaatschappij wordt de aanvraag vergezeld van een advies van de Minister van Economische Zaken of zijn afgevaardigde.

Het in voorgaand lid bedoelde advies heeft betrekking op de vervulling door het voorgestelde reconversieproject van de voorwaarden vermeld in artikel 50, 5°, van de herstelwet van 31 juli 1984 en op de eerbiediging in het kader van de reconversievennootschap van de door de Europese Economische Gemeenschap gestelde regelen betreffende de steun aan de bedrijven.

In geval van negatief advies wordt de aanvraag van F.I.V.-tegemotkoming verworpen door het Bestuurscomité.

§ 3. Het Bestuurscomité gaat na of aan de bij dit besluit en bij de artikelen 50 tot 56, met uitzondering van artikel 50, 5°, van de herstelwet van 31 juli 1984, gestelde voorwaarden voor het toekennen van een F.I.V.-tegemotkoming in het kader van een reconversiecontract is voldaan. Het Bestuurscomité neemt een beslissing binnen vijftig dagen na ontvangst van de aanvraag. De Minister van Economische Zaken, de Executieve van het betrokken Gewest en de betrokken openbare investeringsmaatschappij worden onverwijld van de beslissing van het Bestuurscomité in kennis gesteld.

§ 4. De F.I.V.-tegemotkoming wordt door de openbare investeringsmaatschappij uitsluitend aangewend voor het verrichten van storting op aandelen uit te geven door reconversievennootschappen.

§ 5. De openbare investeringsmaatschappij neemt met andere middelen dan F.I.V.-middelen zelf deel in de financiering van de inbrengen in het kapitaal van de reconversievennootschap krachtens het reconversiecontract voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan de helft van de F.I.V.-tegemotkoming. Ten minste 33 % van deze deelneming geschiedt ten laste van de eigen middelen van de openbare investeringsmaatschappij.

Van het in het eerste lid bedoelde minimum van 33 % kan bij beslissing van het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie worden afgeweken indien dit minimum een bedrag zou vertegenwoordigen hoger dan 5 % van het eigen vermogen van de openbare investeringsmaatschappij. De openbare investeringsmaatschappij dient de aanvraag van afwijking in bij de Minister van Economische Zaken; laatstgenoemde legt haar voor aan het Ministerieel Comité op de vergadering die volgt op de ontvangst van de aanvraag. Bij ontstentenis van een beslissing van het Ministerieel Comité binnen vijftien dagen na deze vergadering wordt de afwijking geacht te zijn toegestaan.

De storting geschiedt gelijktijdig en in dezelfde verhouding.

Art. 8. § 1^{er}. Le présent article est applicable aux interventions F.R.I. qui sont octroyées en exécution de la deuxième mission.

§ 2. La demande d'intervention F.R.I. est introduite auprès du Comité de gestion par la société publique d'investissement.

§ 3. Le Comité de gestion vérifie si les conditions relatives à l'octroi d'une intervention F.R.I. en exécution de la deuxième mission, telles que précisées au présent arrêté, sont remplies. Le Comité de gestion prend une décision dans un délai de cinquante jours à partir de la réception de la demande. La décision du Comité de gestion est notifiée sans délai au Ministre des Affaires économiques, à l'Exécutif de la Région concernée et à la société publique d'investissement concernée.

§ 4. Sauf dans le cas visé au § 7, l'intervention F.R.I. ne peut excéder 25 % des fonds nécessaires à la réalisation du projet pour lequel l'intervention est demandée.

§ 5. L'intervention F.R.I. n'est utilisée par la société publique d'investissement qu'aux fins de libérer des actions ou d'effectuer des versements sur des obligations convertibles subordonnées, à émettre par des sociétés de droit belge. Toutefois, si le F.R.I. agit en application du § 7, seules des actions peuvent être libérées. Les obligations sont remboursables par tranches annuelles, avec une franchise de deux ans au maximum, au cours d'une période n'excédant pas dix ans à dater de leur émission.

§ 6. La société publique d'investissement participe elle-même au financement du projet pour lequel l'intervention F.R.I. est demandée, avec des moyens autres que des moyens F.R.I. à concurrence d'un montant au moins égal à la moitié de l'intervention F.R.I. Au moins 50 % de cette participation sont financés à charge des moyens propres de la société publique d'investissement.

Il peut être dérogé par décision du Comité ministériel de coordination économique et sociale au minimum de 50 % visé à l'alinéa 1^{er} lorsque ce minimum représente un montant supérieur à 5 % des capitaux propres de la société publique d'investissement. La société publique d'investissement introduit la demande de dérogation auprès du Ministre des Affaires économiques qui la soumet au Comité ministériel lors de sa réunion qui suit la réception de la demande. En l'absence de décision du Comité ministériel dans un délai de quinze jours à partir de cette réunion, la dérogation est réputée accordée.

Sauf décision contraire du Comité de gestion, la participation de la société publique d'investissement s'effectue selon les mêmes formes que celles de l'intervention F.R.I. Les libérations ou versements s'effectuent simultanément et dans la même proportion.

§ 7. Pour les projets satisfaisant aux conditions énumérées à l'article 50, 5^o, de la loi de redressement du 31 juillet 1984 mais à réaliser en dehors du cadre d'un contrat de reconversion, le Comité de gestion, sur avis conforme de l'autorité visée à l'article 7, § 2, porte à 33 % le maximum de 25 % visé au § 4 et réduit à 33 % le minimum de 50 % visé au § 6. En outre, il peut être dérogé par décision du Comité ministériel de coordination économique et sociale au minimum de 33 % lorsque ce minimum représente un montant supérieur à 5 % des capitaux propres de la société publique d'investissement. La société publique d'investissement introduit la demande de dérogation auprès du Ministre des Affaires économiques qui la soumet au Comité ministériel lors de sa réunion qui suit la réception de la demande. En l'absence de décision du Comité ministériel dans un délai de quinze jours à partir de cette réunion, la dérogation est réputée accordée.

§ 8. Il ne peut être octroyé d'interventions F.R.I. en exécution de la deuxième mission en vue de l'utilisation par une société publique d'investissement à l'égard d'une société de reconversion.

Art. 9. § 1^{er}. Le présent article est applicable aux interventions F.R.I. qui sont octroyées en exécution de la première ou la deuxième mission.

§ 2. L'intervention F.R.I. est mise à la disposition de la société publique d'investissement sous la forme d'une avance remboursable. La mise à disposition s'opère à la date indiquée par la société publique d'investissement dans la demande d'intervention F.R.I., étant entendu que le F.R.I. ne peut être tenu de payer l'intervention F.R.I. demandée avant le 70^{ème} jour qui suit la date d'approbation de la demande par le Comité de gestion ou, le cas échéant, le Comité ministériel de coordination économique et sociale. En cas de paiement tardif d'une intervention F.R.I. définitivement approuvée, le F.R.I. doit payer, de plein droit et sans mise en demeure, des intérêts à la société publique d'investissement. Le taux d'intérêt et les conditions de paiement de ces intérêts sont fixés dans le protocole visé au § 6.

Art. 8. § 1. Dit artikel is van toepassing op de F.I.V.-tegemeotkomingen die in uitvoering van de tweede opdracht worden toegekend.

§ 2. De aanvraag van F.I.V.-tegemeotkoming wordt bij het Bestuurscomité ingediend door de openbare investeringsmaatschappij.

§ 3. Het Bestuurscomité gaat na of aan de voorwaarden gesteld in dit besluit voor het toekennen van een F.I.V.-tegemeotkoming in uitvoering van de tweede opdracht is voldaan. Het Bestuurscomité neemt een beslissing binnen vijftig dagen na ontvangst van de aanvraag. De Minister van Economische Zaken, de Executieve van het betrokken Gewest en de betrokken openbare investeringsmaatschappij worden onverwijld van de beslissing van het Bestuurscomité in kennis gesteld.

§ 4. Behoudens het in § 7 bedoelde geval, bedraagt de F.I.V.-tegemeotkoming niet meer dan 25 pct. van de middelen die nodig zijn om het project te realiseren waarvoor de tegemoetkoming wordt aangevraagd.

§ 5. De F.I.V.-tegemeotkoming wordt door de openbare investeringsmaatschappij uitsluitend aangewend voor het verrichten van storting op aandelen of betalingen op achtergestelde converteerbare obligaties uit te geven door vennootschappen naar Belgisch recht. Indien het F.I.V. optreedt in uitvoering van § 7, komen evenwel enkel storting op aandelen in aanmerking. De obligaties zijn terugbetaalbaar bij jaarlijkse schijven, met een vrijstelling van ten hoogste twee jaar, gedurende een periode van ten hoogste tien jaar vanaf hun uitgifte.

§ 6. De openbare investeringsmaatschappij neemt met andere middelen dan F.I.V.-middelen zelf deel in de financiering van het project waarvoor de F.I.V.-tegemeotkoming wordt aangevraagd voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan de helft van de F.I.V.-tegemeotkoming. Ten minste 50 pct. van deze deelneming geschiedt ten laste van de eigen middelen van de openbare investeringsmaatschappij.

Van het in het eerste lid bedoelde minimum van 50 pct. kan bij beslissing van het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie worden afgeweken indien dit minimum een bedrag zou vertegenwoordigen hoger dan 5 pct. van het eigen vermogen van de openbare investeringsmaatschappij. De openbare investeringsmaatschappij dient de aanvraag van afwijking in bij de Minister van Economische Zaken; laatstgenoemde legt haar voor aan het Ministerieel Comité op de vergadering die volgt op de ontvangst van de aanvraag. Bij ontstentenis van een beslissing van het Ministerieel Comité binnen vijftien dagen na deze vergadering wordt de afwijking geacht te zijn toegestaan.

Behoudens andersluidende beslissing van het Bestuurscomité geschiedt de deelneming van de openbare investeringsmaatschappij in dezelfde vorm als waarin de F.I.V.-tegemeotkoming wordt aangewend. De storting of betalingen geschieden gelijktijdig en in dezelfde verhouding.

§ 7. Met betrekking tot de projecten die de in artikel 50, 5^o, van de herstelwet van 31 juli 1984 vermelde voorwaarden vervullen, doch die buiten het kader van een reconversiecontract worden gerealiseerd, brengt het Bestuurscomité, op eensluidend advies van de overheid bedoeld in artikel 7, § 2, het in § 4 bedoelde maximum van 25 % op 33 % en het in § 6 bedoelde minimum van 50 % op 33 %. Bovendien kan worden afgeweken van het minimum van 33 % bij beslissing van het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie indien dit minimum een bedrag zou vertegenwoordigen hoger dan 5 % van het eigen vermogen van de openbare investeringsmaatschappij. De openbare investeringsmaatschappij dient de aanvraag van afwijking in bij de Minister van Economische Zaken; laatstgenoemde legt haar voor aan het Ministerieel Comité op de vergadering die volgt op de ontvangst van de aanvraag. Bij ontstentenis van een beslissing van het Ministerieel Comité binnen vijftien dagen na deze vergadering wordt de afwijking geacht te zijn toegestaan.

§ 8. Geen F.I.V.-tegemeotkomingen kunnen in uitvoering van de tweede opdracht worden toegekend voor aanwending door een openbare investeringsmaatschappij met betrekking tot een reconversievennootschap.

Art. 9. § 1. Dit artikel is van toepassing op de F.I.V.-tegemeotkomingen die in uitvoering van de eerste of de tweede opdracht worden toegekend.

§ 2. De F.I.V.-tegemeotkoming wordt ter beschikking gesteld van de openbare investeringsmaatschappij in de vorm van een terug te betalen voorschot. De terbeschikkingstelling geschiedt op het tijdstip aangegeven door de openbare investeringsmaatschappij in de aanvraag van F.I.V.-tegemeotkoming, met dien verstande dat het F.I.V. er niet toe gehouden is de aangevraagde F.I.V.-tegemeotkoming te betalen voor de 70^e dag na de datum van goedkeuring door het Bestuurscomité of, in voorkomend geval, het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie. Bij laattijdige betaling van een definitief goedgekeurde F.I.V.-tegemeotkoming is het F.I.V. van rechtswege en zonder ingebrekestelling interest verschuldigd aan de openbare investeringsmaatschappij. De interestvoet en de voorwaarden van betaling van deze interest worden bepaald in het in § 6 bedoelde protocol.

§ 3. A défaut d'utilisation de l'intervention F.R.I. dans les trente jours suivant la mise à disposition de celle-ci, la partie non utilisée de l'intervention F.R.I. produit, de plein droit et sans mise en demeure, des intérêts au profit du F.R.I. Le taux d'intérêt et les conditions de paiement de ces intérêts sont fixés dans le protocole visé au § 6. Au plus tard le 91ème jour suivant la mise à disposition de l'intervention F.R.I., la société publique d'investissement rembourse la partie non utilisée de celle-ci, augmentée le cas échéant des intérêts dus et non encore payés à cette date. Le Comité de gestion peut prolonger le terme visé à la phrase précédente d'un délai unique de nonante jours.

§ 4. Dans les trente jours de leur réception, la société publique d'investissement paie au F.R.I. tous les montants qu'elle a effectivement encaissés, diminués le cas échéant des impôts non imputables devant les grever, à titre ou en vertu de :

1° cessions par la société publique d'investissement d'actions et d'obligations qu'elle avait acquises au moyen d'une intervention F.R.I.;

2° remboursements effectués par la société émettrice sur les actions et obligations visées au 1°;

3° commissions de gestion ou autres émoluments, sauf si ces montants rétribuent des services effectivement rendus par la société publique d'investissement et qui ont été acceptés au préalable comme tels par le Comité de gestion.

4° dividendes et intérêts perçus par la société publique d'investissement en sa qualité de détenteur des actions et obligations visées au 1°.

L'avance constituant l'intervention F.R.I. octroyée en exécution de la première mission est considérée comme remboursée dès que les paiements visés au 1° de l'alinéa 1er, ont atteint le montant nominal de l'intervention F.R.I.

L'avance constituant l'intervention F.R.I. octroyée en exécution de la deuxième mission est considérée comme remboursée dès que les actions ou obligations visées au 1° de l'alinéa 1er ont été cédées ou remboursées et que le produit net de la cession ou du remboursement a été payé au F.R.I., conformément à l'alinéa 1er ou, en ce qui concerne les actions, dès que la société publique d'investissement a payé au F.R.I. un montant égal à la valeur comptable des actions concernées. Ce dernier paiement ne peut toutefois être fait en dessous du prix de souscription s'il est effectué avant la fin de la cinquième année civile qui suit celle de la souscription ou de l'acquisition par conversion, selon le cas, des actions concernées.

Toutefois, les montants visés aux alinéas précédents sont diminués d'un prélèvement au profit de la société publique d'investissement, égal à 1 % l'an du montant restant à payer pour éteindre, de la manière prévue, selon le cas, aux alinéas 2 et 3, l'obligation de remboursement.

En outre, la société publique d'investissement prélève les montants suivants :

1° la moitié du montant net de la plus-value qui serait réalisée à l'occasion des cessions visées au 1° de l'alinéa 1er;

2° la moitié du montant net des dividendes et intérêts visés au 4° de l'alinéa 1er autres que les dividendes visés aux articles 55, § 4, et 56, § 3, 2°, de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

§ 5. En cas de faillite, concordat judiciaire, déconfiture ou liquidation de la société dont les actions ou les obligations ont été acquises par la société publique d'investissement au moyen de l'intervention F.R.I., ou des actionnaires privés visés à l'article 55, § 1^{er}, de la loi de redressement du 31 juillet 1984, le F.R.I., par décision du Ministre des Affaires économiques, sur proposition motivée du Comité de gestion, renonce, en tout ou en partie, conditionnellement ou inconditionnellement, au remboursement du solde restant à rembourser de l'intervention F.R.I.

§ 6. Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les conditions particulières de la mise à disposition et du remboursement des interventions F.R.I. font l'objet d'un protocole à conclure entre le F.R.I., représenté par le Comité de gestion, et chacune des sociétés publiques d'investissement. Une intervention F.R.I. ne peut, en aucun cas, être octroyée à une société publique d'investissement avant que ne soit conclu le protocole avec cette société d'investissement.

Art. 10. Si la demande d'intervention F.R.I. concerne la troisième mission, le Comité de gestion prend acte de l'exercice par une autorité ou un organisme désigné à cet effet par un Exécutif régional, du droit de tirage sur les moyens attribués au sous-compte pour la Région concernée du troisième compte principal.

§ 3. Bij ontstentenis van aanwending binnen dertig dagen na de terbeschikkingstelling, rent het niet-aangewend gedeelte van de F.I.V.-tegenoetkoming van rechtswege en zonder ingebrekestelling ten voordele van het F.I.V. De interestvoet en de voorwaarden van betaling van deze interest worden bepaald in het in § 6 bedoelde protocol. Uiterlijk de 91e dag na de terbeschikkingstelling van de F.I.V.-tegenoetkoming betaalt de openbare investeringsmaatschappij het niet aangewend gedeelte ervan terug, in voorkomend geval vermeerderd met de verschuldigde en nog niet betaalde interest. Het Bestuurscomité kan de in de vorige zin bedoelde termijn verlengen met een éénmalige periode van negentig dagen.

§ 4. Binnen dertig dagen na hun ontvangst betaalt de openbare investeringsmaatschappij aan het F.I.V. alle bedragen, in voorkomend geval, verminderd met de niet-verrekenbare belastingen die hen betreffen, die zij effectief heeft geïnd ten titel of uit hoofde van :

1° overdrachten door de openbare investeringsmaatschappij van aandelen en obligaties die zij door middel van een F.I.V.-tegenoetkoming had verworven;

2° terugbetalingen verricht door de uitgevende vennootschap op de in 1° bedoelde aandelen en obligaties;

3° beheerscommissies of andere vergoedingen, tenzij deze bedragen werkelijk door de openbare investeringsmaatschappij geleverde diensten vergoeden en door het Bestuurscomité als zodanig vooraf werden aanvaard;

4° dividenden en interesten ontvangen door de openbare investeringsmaatschappij in haar hoedanigheid van houdster van de in 1° bedoelde aandelen en obligaties.

Het voorschot van een F.I.V.-tegenoetkoming toegekend in uitvoering van de eerste opdracht wordt geacht te zijn terugbetaald van zodra de in 1° van het eerste lid bedoelde betalingen het nominale bedrag van de F.I.V.-tegenoetkoming hebben bereikt.

Het voorschot van een F.I.V.-tegenoetkoming toegekend in uitvoering van de tweede opdracht wordt geacht te zijn terugbetaald van zodra de in 1° van het eerste lid bedoelde aandelen of obligaties zijn overgedragen of terugbetaald en de netto opbrengst van de overdracht of terugbetaling is betaald aan het F.I.V. overeenkomstig het eerste lid of, voor wat aandelen betreft, van zodra de openbare investeringsmaatschappij aan het F.I.V. een bedrag heeft betaald dat gelijk is aan de boekhoudkundige waarde van de betrokken aandelen. Laatstbedoelde betaling kan evenwel niet geschieden beneden de uitgifteprijs indien zij plaatsvindt vóór het verstrijken van het vijfde kalenderjaar dat volgt op dat van, naargelang het geval, de uitgifte, of de verwerving door conversie, van de betrokken aandelen.

De in voorgaande leden bedoelde bedragen worden evenwel verminderd met een voorafnemings ten gunste van de openbare investeringsmaatschappij gelijk aan 1 % per jaar van het bedrag dat nog te betalen is opdat de verbintenis tot terugbetalen zou uitdoven op de wijze bepaald in, naargelang het geval, het tweede of het derde lid.

De openbare investeringsmaatschappij past bovendien de volgende voorafnemingen toe :

1° de helft van het netto bedrag van de eventuele meerwaarden die zou worden gerealiseerd ter gelegenheid van de overdrachten bedoeld in 1° van het eerste lid;

2° de helft van het netto bedrag van de dividenden en interesten bedoeld in 4° van het eerste lid, andere dan de dividenden bedoeld in de artikelen 55, § 4, en 56, § 3, 2°, van de herstellwet van 31 juli 1984.

§ 5. In geval van faillissement, gerechtelijk akkoord, kennelijk onvermogen of vereffening van de vennootschap wier aandelen of obligaties door de openbare investeringsmaatschappij werden verworven bij aanwending van de F.I.V.-tegenoetkoming, of van de in artikel 55, § 1, van de herstellwet van 31 juli 1984 bedoelde privé-aandeelhouders, verzaakt het F.I.V. bij beslissing van de Minister van Economische Zaken, op het met redenen omkleed voorstel van het Bestuurscomité, geheel of gedeeltelijk, voorwaardelijk of onvoorwaardelijk, aan zijn recht op het saldo van de aan het F.I.V. terug te betalen bedragen.

§ 6. Onverminderd de bepalingen van dit besluit, zijn de bijzondere voorwaarden van de terbeschikkingstelling en de terugbetaling van F.I.V.-tegenoetkomingen het voorwerp van een protocol te sluiten tussen het F.I.V., vertegenwoordigd door het Bestuurscomité, en elk van de openbare investeringsmaatschappijen. In geen geval kan een F.I.V.-tegenoetkoming worden toegekend aan een openbare investeringsmaatschappij vooraleer het protocol met deze investeringsmaatschappij gesloten is.

Art. 10. Indien de aanvraag van F.I.V.-tegenoetkoming betrekking heeft op de derde opdracht neemt het Bestuurscomité akte van de uitoefening van het trekkingsrecht door een overheid of organisme hiertoe aangewezen door een Gewestexecutieve, op de middelen toegekend aan de deelrekening voor het betrokken Gewest in de derde hoofdrekening.

Art. 11. § 1^{er}. Le présent article est applicable aux interventions F.R.I. qui sont octroyées en exécution de la quatrième mission.

§ 2. L'intervention F.R.I. est mise à la disposition de l'autorité concernée ou de l'organisme concerné sous la forme d'une avance sans intérêts, remboursable en fonction du chiffre d'affaires obtenu grâce au projet de recherche qui a fait l'objet de l'intervention.

§ 3. L'autorité concernée ou l'organisme concerné participe elle-même ou lui-même, à charge du budget de l'Exécutif régional concerné, au financement des projets visés à l'article 3, 4^o, à concurrence d'un montant au moins égal à la moitié de l'intervention F.R.I. Sauf décision contraire du Comité de gestion, cette participation s'effectue sous les mêmes formes que celles de l'intervention F.R.I. Les versements des interventions s'effectuent simultanément et dans la même proportion.

§ 4. Le Comité de gestion vérifie si les conditions relatives à l'octroi d'une intervention F.R.I. en exécution de la quatrième mission du F.R.I., telles que précisées dans le présent arrêté, sont remplies. Le Comité de gestion prend une décision dans un délai de cinquante jours à partir de la réception de la demande. La décision du Comité de gestion est notifiée sans délai au Ministre de la Politique scientifique ainsi qu'à l'Exécutif de la Région concernée.

§ 5. Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les conditions particulières de la mise à disposition et du remboursement des interventions F.R.I. font l'objet d'un protocole à conclure, après avis du Comité de gestion, par le Ministre de la Politique scientifique et chacun des Exécutifs régionaux. »

Art. 11. L'article 11bis du même arrêté est abrogé.

Art. 12. Les protocoles existants conclus entre le F.R.I. et les sociétés publiques d'investissement font l'objet d'un avenant aux fins de les adapter aux modifications apportées à l'arrêté royal n^o 31 du 15 décembre 1978 par le présent arrêté. Les avenants sont signés en même temps. Aucune intervention F.R.I. en vue de l'utilisation dans une Région ne peut être octroyée à une société publique d'investissement avant l'approbation de l'avenant par le Ministre des Affaires économiques et, pour ce qui concerne les sociétés publiques d'investissement régionales, l'Exécutif de la Région concernée.

Art. 13. Le Comité de gestion rejette toute demande d'intervention F.R.I. introduite par la Société nationale d'investissement avant le 1^{er} janvier 1988.

Art. 14. § 1^{er}. Les articles 6, 8, 2^o et 3^o, 9, 1^o, et 13 entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

§ 2. Les dispositions du présent arrêté, à l'exception des articles 6, 8, 2^o et 3^o, 9, 1^o, et 13, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1988. Toutefois, à l'exception de l'article 9, 4^o, elles entrent en vigueur avant cette date, pour les interventions F.R.I. à utiliser dans une Région, le jour, tel que constaté par arrêté du Ministre des Affaires économiques, où le Comité de gestion aura octroyé des interventions F.R.I. à utiliser dans cette Région en exécution de la première et de la seconde mission, pour un montant égal à 95 % de la somme des soldes transférés conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 4 octobre 1984 et des autorisations d'engagement nouvelles, directement inscrites à l'article « Fonds de rénovation industrielle » par la loi du 25 mars 1985 ajustant le budget du Ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1984, la loi du 25 mars 1985 contenant le budget du même Ministère pour l'année budgétaire 1985 et la loi du 27 mars 1986 ouvrant des crédits provisoires pour l'année budgétaire 1986.

§ 3. Les interventions F.R.I. octroyées avant l'entrée en vigueur visée au § 2 et les actions ou obligations qui les représentent restent soumises aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de leur octroi.

Art. 15. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 31 décembre 1986.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Art. 11. § 1. Dit artikel is van toepassing op de F.I.V.-tegenmoetkomingen die in uitvoering van de vierde opdracht worden toegekend.

§ 2. De F.I.V.-tegenmoetkoming wordt ter beschikking gesteld van de betrokken overheid of de betrokken instelling in de vorm van een renteloos voorschot, terugbetaalbaar afhankelijk van het omzetcijfer verkregen dank zij het onderzoeksproject dal het voorwerp is geweest van de tegenmoetkoming.

§ 3. De betrokken overheid of de betrokken instelling neemt, ten laste van de begroting van de betrokken Gewestexecutieve, zelf deel in de financiering van de in artikel 3, 4^o, bedoelde projecten voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan de helft van de F.I.V.-tegenmoetkoming. Behoudens andersluidende beslissing van het Bestuurscomité, geschiedt deze deelneming in dezelfde vorm als waarin de F.I.V.-tegenmoetkoming wordt aangewend. De uitbetalingen van de tegenmoetkomingen geschieden gelijktijdig en in dezelfde verhouding.

§ 4. Het Bestuurscomité gaat na of aan de voorwaarden gesteld in dit besluit voor het toekennen van een F.I.V.-tegenmoetkoming in uitvoering van de vierde opdracht is voldaan. Het Bestuurscomité neemt een beslissing binnen vijftig dagen na ontvangst van de aanvraag. De Minister van Wetenschapsbeleid en de Executieve van het betrokken Gewest worden onverwijld van de beslissing van het Bestuurscomité in kennis gesteld.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van dit besluit, zijn de bijzondere voorwaarden van de terbeschikkingstelling en van de terugbetaling van de F.I.V.-tegenmoetkomingen het voorwerp van een protocol dat, na advies van het Bestuurscomité, wordt gesloten door de Minister van Wetenschapsbeleid en elk van de Gewestexecutieven. »

Art. 11. Artikel 11bis van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. De bestaande protocollen tussen het F.I.V. en de openbare investeringsmaatschappijen worden bij wege van amendement aangepast aan de bij dit besluit aangebrachte wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978. De amendementen worden gelijktijdig ondertekend. Geen F.I.V.-tegenmoetkoming voor aanwending in een bepaald Gewest kan aan een openbare investeringsmaatschappij worden toegekend vooraleer het amendement is goedgekeurd door de Minister van Economische Zaken en, wat de gewestelijke openbare investeringsmaatschappijen betreft, de Executieve van het betrokken Gewest.

Art. 13. Het Bestuurscomité verwerpt elke aanvraag van F.I.V.-tegenmoetkoming die door de Nationale Investeringsmaatschappij wordt ingediend vóór 1 januari 1988.

Art. 14. § 1. De artikelen 6, 8, 2^o en 3^o, 9, 1^o, en 13 treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

§ 2. De bepalingen van dit besluit, met uitzondering van de artikelen 6, 8, 2^o en 3^o, 9, 1^o, en 13, treden in werking op 1 januari 1988. Met uitzondering van artikel 9, 4^o, treden zij evenwel vóór deze datum in werking, ten aanzien van de F.I.V.-tegenmoetkomingen aan te wenden in een Gewest, op de datum, vastgesteld bij besluit van de Minister van Economische Zaken, waarop het Bestuurscomité F.I.V.-tegenmoetkomingen in uitvoering van de eerste en de tweede opdracht zal hebben goedgekeurd voor aanwending in dat Gewest ten belope van 95 pct. van de som van de saldi overgeschreven overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1984 en van de nieuwe vastleggingsmachtigingen rechtstreeks ingeschreven op het artikel « Fonds voor industriële vernieuwing » in de wet van 25 maart 1985 houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1984, in de wet van 25 maart 1985 houdende de begroting van hetzelfde Ministerie voor het begrotingsjaar 1985 en in de wet van 27 maart 1986 waarbij voorlopige kredieten worden geopend voor het begrotingsjaar 1986.

§ 3. De F.I.V.-tegenmoetkomingen die werden toegekend vóór de in § 2 bedoelde inwerkingtreding en de aandelen en obligaties die hen vertegenwoordigen blijven onderworpen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen van kracht op het ogenblik van hun toekening.

Art. 15. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 31 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS